



**Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Haute-Garonne**

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES  
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET ÉLÉVATEURS PMR DE  
L'UIOSS DE LA HAUTE GARONNE**

**Marché n°UI2025007**

**Organisme :**

**Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Haute-Garonne**

41 rue de l'Étoile  
31093 TOULOUSE Cedex 9  
SIRET : 776 906 711 00036

**Marché Public à procédure adaptée passé notamment en application des articles L2123-1, L2125-1, R2123-1  
et suivants du Code de la Commande Publique**

## Sommaire

1.	DISPOSITIONS GENERALES .....	4
1.1.	Objet.....	4
1.2.	<b>Équipements concernés</b> .....	4
1.3.	Répartition et classification des équipements .....	4
1.3.1.	Répartition.....	4
1.3.2.	Classification.....	4
1.3.3.	Périmètre du marché.....	4
1.4.	Part forfaitaire du marché.....	5
1.5.	Référentiel réglementaire .....	5
1.6.	Définitions .....	5
2.	CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION.....	6
2.1.	Prise en charge .....	6
2.2.	Audit de prise en charge .....	7
2.3.	Obligations du Titulaire .....	7
2.3.1.	Devoir de conseil et d'alerte .....	7
2.3.2.	Cas de danger grave et imminent .....	7
2.4.	Moyens d'accès .....	7
2.5.	Accès – Consignes – Personnel et moyens du Titulaire .....	7
2.6.	Hygiène – Sécurité - Nuisances .....	8
2.6.1.	Plan de prévention .....	8
2.6.2.	Risque Amiante.....	9
2.6.3.	Nuisances.....	9
2.7.	Formation du personnel.....	9
2.8.	Respect de l'environnement .....	10
2.9.	Passation entre Titulaire de travaux et Titulaire de maintenance.....	10
2.10.	Suspension de marché .....	11
2.11.	Suppression ou prise en charge de nouveaux équipements .....	11
2.12.	Documentation et outils .....	11
2.13.	<b>Etat des lieux de sortie</b> .....	12
2.14.	Remise des équipements en fin de marché.....	12
2.15.	Fonctionnement du Titulaire avec l'AMO .....	12
3.	DÉLAIS GÉNÉRAUX .....	13
3.1.	Délais d'intervention .....	13
3.1.1.	Cas général .....	13
3.1.2.	Usager bloqué.....	13
3.1.3.	Cas de dysfonctionnement majeur .....	13
3.2.	Délais de remise en service .....	13
3.2.1.	Délais de remise en service – Cas général.....	13
3.2.2.	Délais de réparation pour remplacement de pièces standard prévues au marché.....	13
3.2.3.	Délais de réparation pour remplacement de pièces prévues au bordereau de prix .....	13
3.2.4.	Délais de réparation pour remplacement de pièces importantes .....	14
3.2.5.	Délais de réparation dans les autres cas .....	14
3.2.6.	Délais de remise d'un devis.....	14

3.2.7.	Délais de remise en service suite à devis .....	14
4.	FORMATION .....	14
5.	STOCK DE PIECES DETACHEES .....	14
6.	COMPTES RENDUS .....	15
6.1.	Comptes rendus suite à intervention.....	15
6.1.1.	Carnet d'entretien .....	15
6.1.2.	Comptes rendus suite à panne provoquant une immobilisation de l'équipement supérieure à 4H00. ....	15
6.1.3.	Comptes rendus suite à pannes répétitives .....	16
6.1.4.	Information des usagers .....	16
6.1.5.	Compte rendu mensuel.....	16
6.1.6.	Comptes rendus annuels .....	16
6.1.7.	Comptes rendus à la demande du Maître d'Ouvrage .....	16
6.1.8.	Réunion de suivi .....	16
6.1.9.	Réunion de chantier .....	17
6.1.10.	Conformité .....	17
6.2.	Report des informations .....	17
6.3.	Renseignement de la base intranet de l'AMO .....	17
7.	VÉRIFICATION DE LA BONNE EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	17
7.1.	Contrôles .....	20
7.1.1.	Étude sécurité, conformément au décret 2008-1325 .....	20
7.1.2.	Contrôle technique quinquennal .....	20
7.1.3.	Contrôle réglementaire pour les Établissements Recevant du Public (ERP).....	20
7.1.4.	Contrôle réglementaire pour les immeubles recevant des travailleurs (ERT) .....	20
7.1.5.	Contrôle réglementaire pour les immeubles de grande hauteur .....	21
7.1.6.	Commission de sécurité .....	21
7.1.7.	Visites d'audit technique .....	21
7.1.8.	Contrôle maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie et Mission de Coordination S.S.I.	21
7.1.9.	Traitement des observations issues des contrôles .....	21
8.	ASCENSEURS & ASCENSEURS DE CHARGES .....	22
8.1.	Définition des objectifs de résultat .....	22
8.1.1.	Nombre de pannes .....	22
8.1.2.	Nombre d'heures d'arrêt.....	22
8.1.3.	Périodes d'indisponibilité prises en compte .....	22
8.1.4.	Périodes d'indisponibilité non prises en compte .....	22
8.1.5.	Remise en service .....	23
8.2.	Maintenance forfaitaire .....	23
8.2.1.	Maintenance préventive systématique forfaitaire .....	23
8.2.2.	Vérifications périodiques de maintenance (toutes les 6 semaines) .....	23
8.2.3.	Vérifications Semestrielles : .....	24
8.2.4.	Vérifications Annuelles : .....	24
8.3.	Maintenance Corrective .....	25
8.3.1.	Généralités .....	25
8.3.2.	Liste des pièces de rechange .....	25

8.4.	Maintenance corrective supplémentaire incluse au forfait.....	27
8.4.1.	Téléalarme.....	27
8.5.	Part à bons de commande du marché – Ascenseurs et ascenseurs de charge .....	27
8.6.	Description du bilan Initial - Parc - Ascenseurs & ascenseurs de charges .....	29
9.	ÉLEVATEURS DE PERSONNES & APPAREILS DE LEVAGE .....	30
9.1.	Définition des objectifs de performance.....	30
9.1.1.	Nombre de pannes .....	30
9.1.2.	Nombre d’heures d’arrêt.....	30
9.1.3.	Remise en service .....	30
9.2.	Maintenance forfaitaire .....	31
9.2.1.	Maintenance préventive systématique forfaitaire .....	31
9.2.2.	Vérifications semestrielles.....	31
9.3.	Maintenance Corrective (Réparation / Remplacement).....	32
9.4.	Maintenance corrective supplémentaire incluse au forfait.....	33
9.5.	Part à bons de commande du marché – Élévateurs de personnes & appareils de levage .....	33

# 1. DISPOSITIONS GENERALES

---

## 1.1. Objet

Le présent marché concerne l'exécution de l'ensemble des prestations de maintenance préventive et corrective des appareils équipant les sites de l'UIOSS31.

Le présent marché permet de garantir un niveau de service optimal et un maintien en bon état des installations confiées, notamment sur les points suivants :

- Sécurité fonctionnelle pour les usagers ;
- Maintien du niveau technique ;
- Maintien de l'aspect général (esthétique).

Le Titulaire s'engage au travers de ses opérations de maintenance et de dépannage, à maintenir en parfait état de fonctionnement les équipements du parc de l'UIOSS31.

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance :

- De la constitution des bâtiments
- De la consistance des équipements et installations dont il doit assurer la maintenance
- Des conditions particulières d'intervention liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments.

Les visites et interventions de maintenance préventive systématiques ont pour but de conserver le niveau de sécurité, réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps, les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Les interventions effectives dues au titre de la maintenance corrective et qui résultent notamment des constatations faites lors des visites systématiques, ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des matériels ou équipements et la remise en état des matériels ou équipements défectueux.

La mise en application de ce Cahier des Charges a pour effet immédiat l'organisation d'une maintenance transparente, efficace et contrôlable, permettant ainsi l'augmentation de la durée de vie des équipements et leurs utilisations en toute sécurité. Des contrôles réguliers de la qualité de la maintenance préventive seront effectués.

Le marché impose le report mensuel par le Titulaire au maître d'ouvrage des faits intervenus sur chaque installation (entretien, pannes, désincarcération...).

## 1.2. Équipements concernés

Les caractéristiques techniques sommaires des appareils à entretenir sont précisées en annexe 3 au présent C.C.T.P.

Cette liste des appareils est susceptible d'évoluer en fonction des constructions et rénovations de locaux effectués par le maître d'ouvrage.

Les conditions de suppression d'équipements et de prise en charge de nouveaux équipements sont précisées à l'article 2.11 du CCTP.

**Avertissement :** toutes les caractéristiques sont communiquées à titre d'information. Il appartiendra aux candidats de vérifier celles-ci avant remise de leurs offres en visitant chaque site concerné.

## 1.3. Répartition et classification des équipements

### 1.3.1. Répartition

Les différents équipements sont implantés sur un site. La localisation de chaque équipement, et leurs caractéristiques techniques figure en annexe 1 au présent CCTP

### 1.3.2. Classification

Le patrimoine de l'UIOSS31 est composé au total de 16 équipements installés au sein du site suivant :

- **Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de Haute-Garonne**  
41 RUE DE L'ETOILE  
31093 TOULOUSE CEDEX 1

### 1.3.3. Périmètre du marché

Le TITULAIRE s'engage par le présent marché de prestations de services à fournir à l'UIOSS31 les prestations décrites dans le présent document et ce dans les conditions détaillées dans le CCTP.

L'UIOSS31 pourra à tout moment ajouter ou supprimer un ou plusieurs équipements, sous réserve que les parties se mettent d'accord sur le coût des prestations liées à ces nouveaux équipements, sur la base moyenne des tarifs moyens indiqués dans le DPGF du présent marché.

Le coût supplémentaire fera l'objet d'un avenant au marché initial, dûment validé par l'UIOSS31, avant tout départ de prestations.

## 1.4. Part forfaitaire du marché

La part forfaitaire du marché inclut :

- la maintenance préventive systématique,
- la maintenance corrective forfaitaire,
- l'assistance durant les contrôles réglementaires,
- la tenue d'une session annuelle de formation à la désincarcération, à destination des agents de l'UIOSS.

Des prestations de services complémentaires aux exigences minimales de la réglementation sont demandées au titre du marché afin de prendre en compte les exigences techniques de fonctionnement de l'UIOSS31. Les prestations d'entretien comportent des clauses minimales prévues par la réglementation, complétées de clauses complémentaires qui sont décrites dans le présent CCTP.

## 1.5. Référentiel réglementaire

- Loi SAE du 2 Juillet 2003 n° 590-2003
- Décret n° 2004-964 du 10 septembre 2004 modifié
- Décret 2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs
- Aux arrêtés du 18 Novembre 2004 modifiés relatifs :
- Aux travaux de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs
- À l'entretien des installations d'ascenseurs
- Arrêté du 7 Août 2012 modifié : Relatif aux contrôles techniques à réaliser sur les installations d'ascenseurs
- Décret n° 2006-555 du 17-05-2006 : relatif à l'accessibilité des ERP, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 8 Décembre 2014 : fixant les dispositions prises, pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations ouvertes au public et abrogeant l'arrêté du 21 mars 2007
- Décret n° 2008-1325 du 17 Décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements
- Arrêté du 25 Juin 1980 modifié : Règlement de sécurité des établissements recevant du public
- Le code de la construction et de l'habitation
- Le code du travail
- Arrêté du 11 Mars 1977 : Conditions d'entretien normalisées Ascenseurs et Monte-charges
- Arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs et les monte-charges ainsi que sur les élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure, et modifiant l'arrêté du 1er mars 2004 modifié, relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage
- Arrêté du 1er mars 2004 modifié relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage
- Directive machine : 2006/42/CE
- Directive ascenseur : 2014/33/UE
- FD P 82-020 de Décembre 2004 et A1 de Décembre 2013 : Guide d'identification des serrures de porte palière manuelle
- FD P 82-021 de Février 2005 : Guide pour l'évaluation des parachutes et limiteurs de vitesse
- FD P 82-022 de Septembre 2005 : Guide pour l'élaboration d'un marché de maintenance
- NF EN 115 : Sécurité et construction des escaliers mécaniques
- NF EN 13015 +A1 Maintenance pour ascenseurs et escaliers mécaniques

Cette liste n'est pas limitative.

Le Titulaire devra tenir compte également des règles de l'art, propres à sa profession, ainsi que des textes réglementaires qui pourraient être publiés postérieurement aux présents.

Il est toutefois précisé que certaines prescriptions des Clauses Techniques peuvent prévoir des prestations non imposées par la réglementation.

Il reste bien entendu que l'entreprise ne pourra se prévaloir de cette réglementation pour se soustraire aux obligations définies par le marché.

## 1.6. Définitions

### ***Ascenseur & ascenseur de charge :***

---

Appareil qui dessert de manière permanente les bâtiments et constructions et destiné au transport :

- De personnes
- De personnes et d'objets
- D'objets uniquement si l'habitable est accessible, c'est-à-dire si une personne peut y pénétrer sans difficulté, et s'il est équipé d'éléments de commande situés à l'intérieur de l'habitable ou se trouvant à la portée d'une personne se trouvant à l'intérieur de l'habitable.

### ***Élévateur de personne :***

---

Appareils élévateurs verticaux installés à demeure, comportant une plate-forme aménagée pour le transport des personnes à mobilité réduite, avec ou sans accompagnateur, et n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s.

### ***Appareil de levage :***

---

Machines et leurs équipements, conduits par un ou des opérateurs qui agissent sur les mouvements au moyen d'organes de service dont ils conservent le contrôle, dont au moins une des fonctions est de déplacer une charge ou les appareils définis dans l'annexe 2 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004 modifié.

### ***Maintenance :***

---

C'est l'ensemble des actions ou phases techniques planifiées ou non durant le cycle de vie d'un équipement, destiné à le maintenir ou à le rétablir dans un état lui permettant d'accomplir la fonction pour lequel il a été conçu.

### ***Maintenance préventive :***

---

C'est la maintenance exécutée à des intervalles prédéterminés et planifiés ou selon des critères prescrits de façon à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement de l'équipement et à assurer leur conservation.

### ***Maintenance corrective :***

---

C'est la maintenance réalisée après détection d'une panne et destinée à remettre un équipement dans un état lui permettant d'accomplir la fonction requise.

### ***Réserves de maintenance :***

---

On appelle « Réserve » :

- Toute observation qui serait émise par un organisme de contrôle (en application des contrôles SAE ou sécurité incendie)
- Toute remarque d'un intervenant mandaté par l'UIOSS31 pour le contrôle de la maintenance.
- Les anomalies relevées par le Bureau de Contrôle ou l'AMO de l'UIOSS31 effectuant les vérifications annuelles de fonctionnement (le cas échéant).

### ***Panne :***

---

Appareils élévateurs : L'appareil est indisponible pour les utilisateurs. Il ne se déplace pas et ne répond à aucune sollicitation des utilisateurs ou action sur les boutons de commande, situés dans la cabine ou sur les paliers par exemple.

Le dépannage comprend l'ensemble des opérations urgentes qui ont pour objet la remise en fonctionnement d'un équipement.

### ***Délai d'intervention :***

---

Ce délai représente le temps qui s'écoule entre l'heure de réception du défaut ou de l'appel par le Titulaire et de l'acquittement du technicien à son arrivée sur le site.

### ***Délai de remise en service :***

---

Ce délai représente le temps qui s'écoule entre l'heure de réception de la panne par le Titulaire et l'heure de remise en service de l'installation.

## **2. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION**

---

Il est précisé ici que tout délai d'exécution et toute obligation contractuelle, mentionnés au présent CCTP ou toute pièce contractuelle du marché, ont un caractère impératif. Ainsi, tout retard d'exécution et tout manquement du Titulaire à l'une de ses obligations contractuelles sont susceptibles de déclencher l'application de pénalités prévues à cet effet et décrites à l'article X du CCAP.

### **2.1. Prise en charge**

Le maître d'ouvrage informera préalablement le Titulaire de maintenance de la présence d'amiante ou de toute autre matière dangereuse dans la constitution des locaux ou des équipements.

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la consistance des matériels ou équipements dont il prend en charge la maintenance. Le Titulaire s'interdit tout recours ultérieur et prend la responsabilité du bon fonctionnement des installations.

Le Titulaire déclare également disposer de l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer la maintenance des équipements (documentation technique, dispositions de remise en service, outils spécifiques et leurs notices, codes d'accès éventuels, organe de manutention, organe de mise en sécurité...).

Dans le premier mois de la prise en charge du parc, le Titulaire apposera sur chaque équipement une étiquette indiquant :

- Le N° de l'installation
- Le N° de téléphone pour les demandes de dépannage
- Les coordonnées du Titulaire

Pour les ascenseurs, ascenseurs de charges et élévateurs de personnes, il sera apposé une étiquette au palier du niveau principal et une étiquette dans chaque cabine.

Pour les rampes d'accès, il sera apposé une étiquette au palier du niveau principal.

## **2.2. Audit de prise en charge**

Un bilan établi contradictoirement sera réalisé et son rapport transmis à l'UIOSS **dans un délai maximal et contractuel d'1 mois** suivant la notification du marché, avec le maître d'ouvrage, son AMO et le Titulaire entrant, lors de la prise en charge des appareils selon l'annexe n°2 du CCTP.

L'absence du Titulaire « entrant » à l'état des lieux initial contradictoire implique son acceptation des installations sans réserve autres que celles émises dans l'état des lieux. Celui-ci ne peut faire état par la suite de défauts de réalisation, de maintenance, d'imperfections ou de défauts de réglages.

Celui-ci aura pour objectif de fixer un état de l'équipement lors de la prise du marché. Ces équipements devront être restitués à minima dans le même état à la fin du marché.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir de ce bilan pour facturer des travaux qui seraient inclus au présent marché ou qui relèveraient d'un oubli ou manquement de sa part ou de ceux des entreprises ayant entretenu les installations auparavant.

S'il n'y a pas de changement de Titulaire (sortant / entrant), les précédents audits feront foi.

## **2.3. Obligations du Titulaire**

Le Titulaire a une obligation de résultat et de qualité de service pour la mission qui lui est confiée.

Le Titulaire déclare connaître parfaitement les équipements qu'il prend en charge et les accepte en l'état.

En conséquence, dès lors que la prise en charge sera effective, il ne pourra faire état de difficulté provenant de la qualité du matériel, de l'état des équipements ou de leur vétusté.

Le Titulaire doit à fournir, gratuitement, toute la documentation technique liée aux matériels qu'il aurait introduits sur les appareils dans le cadre de son marché ou lors de maintenance corrective, ainsi que les éventuels codes d'accès ou boîtiers de programmation qui représenteraient un quelconque verrouillage technologique ou toute autre forme de verrouillage.

Il s'engage également à réaliser les mises à jour des différents outils de programmation qui lui ont été remis, à la prise du marché, pour réaliser ses prestations.

Le Titulaire du marché, s'engage au travers de ses opérations de maintenance et de dépannage, à maintenir en parfait état de fonctionnement les équipements du parc de l'UIOSS31.

### ***2.3.1. Devoir de conseil et d'alerte***

L'objectif du présent marché est notamment d'assurer la continuité de service et la sécurité des occupants et utilisateurs des bâtiments, que ce soit les locaux de service, ou les locaux ouverts au public.

Le Titulaire sera force de proposition, auprès du Maître d'Ouvrage ou de son AMO, à tout moment pour ce qui concerne les travaux à exécuter, les réglages et améliorations pouvant être apportées aux installations permettant au Maître d'Ouvrage de mieux gérer ses installations.

Il est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toutes non-conformités des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur.

### ***2.3.2. Cas de danger grave et imminent***

Si lors d'une intervention (corrective ou préventive), le Titulaire constate un danger grave et imminent, il en informe immédiatement par téléphone et par courriel, le responsable du Maître d'Ouvrage du site concerné ainsi que l'assistant au Maître d'Ouvrage.

En cas de non-respect de cette clause, le Titulaire s'expose aux pénalités prévues au CCAP.

## **2.4. Moyens d'accès**

Le maître d'ouvrage s'engage à donner accès aux parties communes des immeubles.

En cas de besoin, des clés seront remises au Titulaire, pour l'exécution des prestations. Le Titulaire récupérera les clés à l'heure convenue avec le représentant du maître d'ouvrage.

En aucun cas le Titulaire ne sera habilité à les utiliser en dehors des interventions définies par le contrat ni à les remettre à des personnes étrangères à son entreprise. Le Titulaire fera son affaire de la reproduction des clés cassées, volées, perdues, et éventuellement des remplacements des serrures rendus nécessaires de ce fait.

Le Titulaire devra restituer les clés à la fin de l'intervention à la personne désignée par le maître d'ouvrage.

## **2.5. Accès – Consignes – Personnel et moyens du Titulaire**

Le Titulaire est tenu au respect des obligations suivantes lors de l'exécution du marché :

- L'obligation d'informer l'UIOSS 31 avant toute intervention des actions mises en œuvre sur chantier pouvant nécessiter la mise en œuvre d'un permis feu et/ou d'un plan de prévention ;



- L'obligation de se conformer aux règles de sécurité notamment en cas d'intervention dans des espaces occupés (balisage, affichage...), et d'assurer la sécurité des occupants et usagers de sites ;
- L'obligation d'obtenir de la part de l'UIOSS 31 l'autorisation préalable et expresse de stocker du matériel et/ou des matériaux lors d'intervention ;
- L'obligation de maintenir la propreté et la sécurité des biens et des personnes jusqu'à réception de l'intervention ;
- L'obligation de ne faire intervenir que des personnels dûment habilités : utilisation de machines, habilitations électriques, etc ;
- L'obligation de n'utiliser que du matériel conforme aux textes réglementaires en vigueur (code du travail...) ;
- L'obligation de se conformer aux règles de sécurité pour les intervenants (travail en hauteur...) ;
- L'obligation d'informer préalablement l'UIOSS 31 de toute nuisance engendrée par le chantier : accès, odeur, bruit, coupure électrique, indisponibilité des équipements, etc ;
- L'obligation du respect des biens et des personnels de l'UIOSS 31, et d'informer l'UIOSS 31 de toute dégradation ; ainsi que le secret quant à toute information qui aurait pu être confiée et/ou acquise lors d'intervention ;
- L'obligation de restituer en fin d'intervention des moyens d'accès mis à disposition (carte d'accès, clefs...) ;
- L'obligation de respecter strictement les systèmes de contrôle d'accès afin d'empêcher toute intrusion d'une tierce personne lors des interventions, et de respecter les plages horaires d'intervention définies par l'UIOSS 31 ;

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites gérés par le maître d'ouvrage sera qualifié selon les exigences du décret 2008-1325, relatif à la sécurité des ascenseurs.

La qualification minimale imposée pour intervenir techniquement sur les bâtiments gérés par le maître d'ouvrage sera à minima équivalente à l'ancienne classification de la convention collective de la métallurgie : suivante : Coefficient 190 – position 2.3.

A la notification du marché le Titulaire devra indiquer le ou les techniciens intervenants sur le site et fournir la justification de qualification énoncée ci-dessus.

Le Titulaire s'engage à assurer la formation de son personnel. Il n'existe pas de formation exhaustive aux différents matériels, et donc pas d'attestation correspondante aux différents types de matériel et à l'obligation de sous-traiter au fabricant, sous sa responsabilité les tâches sortant de son champ de compétence. Le personnel d'intervention du Titulaire doit prendre connaissance des risques mis en évidence par l'étude sécurité spécifique à chaque ascenseur.

Le personnel de l'entreprise doit disposer de vêtements professionnels adaptés aux conditions d'intervention sur site. Le non-respect de ces consignes conduirait à l'exclusion de l'intervenant.

De plus les intervenants devront porter une tenue présentant le logo de l'entreprise.

Le personnel du Titulaire est doté des équipements nécessaires pour la bonne exécution des prestations dans des conditions normales de sécurité. Ces équipements respectent les exigences du code du travail et les périodicités de révision.

Le Titulaire désigne en outre un responsable qui sera l'**interlocuteur privilégié** du maître d'ouvrage. Le personnel d'intervention du Titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par le code du travail.

Le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit à tout moment, pour des manquements graves et répétés, et sans avoir à se justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire et même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Le Titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaire à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage
- Les équipements de manutention
- Les échelles, échafaudages, plates-formes et platelages
- Les protections
- Les meubles vestiaires
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis.

Le personnel affecté à la maintenance ou à la réparation des équipements est en mesure de pouvoir prouver son appartenance à la société Titulaire du marché, pour cela, il doit être muni d'une carte d'identité de son Entreprise et être en mesure de la produire sur simple demande de l'UIOSS31 ou de son représentant.

A la notification du marché l'entreprise retenue enverra, le nom et prénom des techniciens qui interviendront sur le site, ainsi que la copie de leur pièce d'identité à l'adresse [PC-SECURITE@assurance-maladie.fr](mailto:PC-SECURITE@assurance-maladie.fr)

## 2.6. Hygiène – Sécurité – Nuisances

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations définies dans son marché conformément avec la législation et la réglementation en vigueur.

Il reste responsable de la bonne mise en œuvre de ces mesures de prévention garantissant à son personnel des interventions dans de bonnes conditions de travail et de sécurité.

### 2.6.1. *Plan de prévention*

---

Dans un **délai maximal et contractuel d'1 semaine** suivant la notification du présent marché, le Titulaire doit impérativement faire une visite de site en vue de l'élaboration du plan de prévention, qui devra être remis à l'UIOSS sous un **délai contractuel et maximal de 3 jours ouvrés** à compter de la réalisation de la visite. Ce plan de prévention intègre l'ensemble des obligations contractuelles assurées par le Titulaire, y compris les travaux pouvant être réalisés hors marché d'entretien.

Le Titulaire sera seul responsable, de la communication du plan de prévention à son personnel et des mesures qui en résultent, ainsi que de l'application scrupuleuse de celles-ci.

### **2.6.2. Risque Amiante**

---

Dans le cadre des interventions de maintenance sur des bâtiments et équipements datés d'avant 1997, le personnel du soumissionnaire peut être amené à travailler sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante et susceptibles d'émettre des fibres.

La localisation de ces matériaux se trouve dans ces deux types d'application :

- L'amiante issu de la structure du bâtiment et pouvant être présente en machinerie ou en gaine dans les parties communes.
- L'amiante issu d'un des organes des ascenseurs.

Pour le premier cas, le soumissionnaire devra demander au maître d'ouvrage, le DTA (Dossier Technique Amiante), devra en prendre connaissance et informer son personnel de la présence éventuelle de matériaux contenant de l'amiante, ainsi que des dispositifs de prévention mis en place. Le DTA couvre les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante de la liste A & B de la réglementation pour les parties communes, mais ne permet en aucun cas de faire réaliser des travaux.

En cas de présence d'amiante sur le périmètre d'intervention maintenance et après analyse de risque, le soumissionnaire prendra éventuellement les dispositions nécessaires pour réaliser son intervention selon les préconisations de la sous-section 4 du code du travail.

Dans le cas où le DTA ne mentionne pas la présence ou l'absence d'amiante dans le périmètre d'intervention maintenance (locaux non visités, ou absence de mention sur l'ascenseur, gaine, etc.) la maîtrise d'ouvrage devra faire procéder à la mise à jour de celui-ci en présence de l'ascensoriste.

Concernant les interventions sur les organes des ascenseurs (portes palières, frein), qui sont hors périmètre du DTA, l'entreprise soumissionnaire devra prévoir à sa charge les procédures adaptées de dépose, de conditionnement, d'évacuation, de suivi et de retraitement de l'amiante. L'entreprise devra donc justifier pour son personnel intervenant de l'habilitation à intervenir en sous-section 4.

L'offre est réputée contenir toute suggestion afférente à la dépose et au retraitement de l'amiante issu des organes des ascenseurs. Le bordereau réglementaire de retraitement de l'amiante sera fourni par le Titulaire du marché au Maître d'ouvrage dans un délai de 6 semaines après la dépose.

Afin de prévenir les risques d'exposition, et faciliter les travaux ultérieurs, il est précisé que dans le cadre de ce marché de maintenance, il est demandé au Titulaire de remplacer **systematiquement** les garnitures de freins susceptibles de contenir de l'amiante.

### **2.6.3. Nuisances**

---

La mise en indisponibilité des appareils pour la réalisation de travaux de maintenance ou de réparation devra tenir compte des contraintes de travail en milieu occupé.

Pour ce faire toute période d'arrêt fera l'objet d'une communication vers les utilisateurs.

Les plannings de réalisation devront intégrer la possibilité de faciliter, via des manœuvres provisoires, l'utilisation de l'appareil, pour les personnes médicalisées à domicile ou pour les personnes en situation de handicap.

## **2.7. Formation du personnel**

Le Titulaire emploie des techniciens ayant l'expérience requise pour les prestations et utilise les outils et les méthodes de maintenance nécessaires à l'exécution du marché.

Le personnel chargé de l'entretien a reçu une formation appropriée dans les conditions prévues aux articles R.4543-22 à R.4543-24 du code du travail (décret 2008-1325 du 15 décembre 2008 fixant les prescriptions particulières de sécurité et de formation applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de véhicules).

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le personnel du Titulaire produit sur simple demande de l'UIOSS31 ou de son représentant les justificatifs des formations réglementaires suivantes :

- Décret n° 2010-1118 du 22 septembre 2010 relatif aux opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage (habilitation électrique conformément à NF C18-510).
- Décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 (information sur le travail en hauteur et formation au port de l'Équipement de Protection Individuel EPI).
- Formations aux risques de travail en présence d'amiante (sous-section 4).

## **2.8. Respect de l'environnement**

Le Titulaire du présent marché a l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits par les appareils élévateurs. Cette disposition concerne les accessoires, les dispositifs de nettoyage, les huiles, les batteries et toutes les eaux insalubres. Toutes les huiles usagées seront évacuées immédiatement par le Titulaire du présent marché, sans possibilité de stockage sur site. Le Titulaire s'engage à fournir, à chaque élimination, les bordereaux de traitement réglementaire dans un délai de quatre semaines.

Le Titulaire devra s'engager dans la gestion des déchets, afin de répondre aux deux principaux objectifs suivants : limiter la production de déchets et recycler les déchets. Pour ce faire, le Titulaire devra réduire ses déchets liés à son activité de maintenance. Le Titulaire devra aussi trier ses déchets produits, suivant les procédures de tri sélectif et de recyclage des déchets. L'offre devra préciser les moyens mis en œuvre pour effectuer le retraitement des déchets tels que précisés ci-après.

Pour le Titulaire de maintenance ascenseur, 3 types de déchets sont distingués :

- Les D3E : Déchets en provenance des équipements électriques et électroniques
- Les déchets industriels dangereux
- Les déchets Titulaires

Le Titulaire doit l'évacuation et le traitement des déchets électriques et électroniques (D3E) dans le respect des décrets n° 2014-92 du 19 août 2014 et n°2013-988 du 06 novembre 2013 ainsi que les arrêtés ultérieurs.

Les D3E appartiennent à la famille des Déchets Industriels Banals (D.I.B.) et doivent être retraités au même titre que les piles et la ferraille.

On entend par "traitement" : toute opération suivant l'arrivée des D3E dans des installations de dépollution, de démontage, de broyage, de valorisation ou de préparation à l'élimination, ainsi que toute autre opération effectuée en vue de la valorisation et/ou de l'élimination des D3E.

Sont notamment compris au sens des D3E pour les ascenseurs, l'armoire électrique, le moteur, l'opérateur de porte, les boîtiers électriques et les boîtes à boutons. Le Titulaire prendra à sa charge le traitement des D3E de l'installation concernée même si le matériel n'est pas de sa fabrication.

- Les Déchets Industriels dangereux (D.I.D)

Les déchets industriels dangereux regroupent entre autres : les hydrocarbures, les batteries et les tubes fluorescents.

Dans le domaine de l'ascenseur, les hydrocarbures à prendre en compte en termes de retraitement sont les huiles en provenance des centrales hydrauliques et des groupes motoréducteurs.

Le Titulaire doit l'évacuation et le traitement des D.I.D dans le respect de la législation et de la réglementation applicables en matière de protection de l'environnement.

Traçabilité par Bordereau de Suivi de Déchets Dangereux (BSDD)

- Les déchets amiantés

Traçabilité par Bordereau de Suivi de Déchets Amiantés (BSDA)

- Les déchets Titulaires

Les déchets Titulaires devront également être retraités. On entend par déchet Titulaire les emballages des matériels neufs, les bombes aérosol, les colles et mastics, les résidus de peinture.

## **2.9. Passation entre Titulaire de travaux et Titulaire de maintenance**

Pendant la durée du marché, le maître d'ouvrage pourra être amené à faire réaliser des travaux de remise à niveau technique sur certains ascenseurs. Suivant l'importance des travaux et dans le respect des règles du code des marchés publics, le maître d'ouvrage pourra avoir recours à une procédure de consultation publique, pour la réalisation de ces travaux.

La procédure de passation entre Titulaire des travaux et Titulaire de maintenance est définie ci-après.

Avant le démarrage des travaux sur un appareil, un état des lieux est dressé entre le Titulaire des travaux et le Titulaire de maintenance. Cet état des lieux devra être cosigné par les deux parties et remis au représentant du maître d'ouvrage. En cas de désaccord sur l'état des lieux, un bureau d'expertise sera nommé par le maître d'ouvrage.

La société Titulaire du marché de maintenance suspendra alors toutes interventions sur cet appareil pendant la totalité de la durée des travaux.

Le marché de maintenance de cet appareil sera suspendu et fera l'objet d'une moins-value sur la facturation trimestrielle au prorata du nombre de jours d'arrêt.

L'appareil passera sous la responsabilité totale de la société Titulaire des travaux dès le premier jour des travaux.

À la fin des travaux et après réalisation par le Titulaire travaux, des réglages et des mises au point nécessaires, il sera procédé à un nouvel état des lieux contradictoire entre les deux parties.

Cet appareil remis en circulation bénéficiera alors :

- D'une garantie totale pièces et main d'œuvre à la charge du Titulaire de travaux (durée de garantie suivant phase de travaux),
- D'un entretien à la charge du Titulaire actuel conformément au présent CCTP.

L'appareil passera alors de nouveau sous la responsabilité du Titulaire maintenance, dont les représentants seront les interlocuteurs directs et uniques intervenants sur cette installation pour les opérations d'entretien normal.

Dans le cas où la garantie des constructeurs et entreprises ne pourrait pas jouer du fait du non-respect des prescriptions d'entretien exigées pour l'application de la garantie, les travaux à engager pour la mise en état de l'équipement seraient à la charge du Titulaire maintenance.

Les conséquences de la non-réalisation de ce mode opératoire de passation entre chaque Titulaire seront à la charge exclusive de la société Titulaire du marché de maintenance.

## **2.10. Suspension de marché**

En cas d'immobilisation d'une installation pour des travaux de rénovation ou mise en conformité supérieure à 3 semaines, l'UIOSS31 demandera une suspension du marché, pour le ou les appareil(s) concerné(s), jusqu'à la remise en service aux usagers. Il s'agit d'une suspension de prestation et financière.

## **2.11. Suppression ou prise en charge de nouveaux équipements**

Les éventuels nouveaux appareils complémentaires venant s'ajouter au patrimoine du maître d'ouvrage devront obligatoirement intégrer le présent marché, au fur et à mesure de leur mise en service. Le Titulaire devra assumer la maintenance, quelles que soient la marque, la technologie et l'origine des composants.

Si le maître d'ouvrage venait à confier l'entretien de nouveaux équipements au Titulaire, notamment à l'issue de l'achèvement de constructions neuves ou de l'acquisition de nouveaux bâtiments, ce dernier serait nécessairement convoqué à la réception desdits équipements pour une visite de prise en charge.

Le maître d'ouvrage transmettra au Titulaire, lors de la prise en charge de ces nouveaux équipements, les certificats de garantie correspondants et dossiers techniques liés à ceux-ci (Déclaration de conformité CE notamment).

Dans le cas de la suppression d'un équipement, le Titulaire s'engage à remettre, les matériels et l'ensemble de la documentation (y compris les divers outils de paramétrages et d'aide à la maintenance) liés à l'équipement.

Un avenant au marché d'entretien sera établi pour la suppression ou la prise en charge du ou des nouveaux équipements.

En cas de nouvel équipement, le prix devra être en adéquation avec les conditions retenues lors de l'attribution du marché pour des équipements à caractéristiques techniques comparables, suivant DPGF.

En raison de l'opération de rénovation du bâtiment IGH, en cours depuis 2020, la maintenance des 3 appareils mentionnés ci-dessous basculera sous la responsabilité du Titulaire du lot ascenseur du marché de travaux de l'IGH pour une durée d'1 an. Cette bascule est prévue, de manière estimative et non contractuelle, dans le courant de l'année 2026. Les 3 appareils seront ainsi retirés du périmètre du présent marché, par voie d'avenant, qui donnera lieu à une déduction de ces appareils du forfait annuel de maintenance. Les appareils concernés sont les suivants :

- Ascenseur duplex gauche-DEP43 (Ligne 7 de l'annexe n°1 au CCTP)
- Ascenseur duplex droit-DEP45 (ligne 8 de l'annexe n°1 au CCTP)
- Monte-charge-DEP46 (Ligne 9 de l'annexe n°1 au CCTP)

## **2.12. Documentation et outils**

Le Titulaire s'engage à restituer en fin de marché toute la documentation et les outils nécessaires à la maintenance complète des installations : carnet d'entretien, schémas électriques de l'installation à jour, outils spécifiques de programmation et notices d'utilisation. Tous frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation sont à la charge du Titulaire sortant. Le Titulaire s'engage également à remettre en fin de marché l'ensemble de la documentation, documents et outils de programmation qui lui auraient été remis par le maître d'ouvrage pour la bonne exécution de ses prestations :

- L'obligation de mise à jour et/ou la transmission des informations nécessaires à la mise à jour des documents réglementaires, techniques et de sécurité ;
- DOE (Dossier des ouvrages Exécutés) ;
- Plan de câblage ;
- Mise à jour des plans ;
- Etat de modification des éléments structurels ;
- FDS (Fiches de Données de Sécurité) ;
- PV attestant de la conformité des matériaux mis en œuvre ;
- De manière générale tout document et information permettant le suivi et l'attestation de la conformité des travaux engagés ;

Après toute modification des installations effectuée dans le cadre du présent marché, le Titulaire du marché doit mettre à jour les plans et schémas des installations, les laisser à demeure en machinerie ou à défaut à proximité du coffret de commande, et les transmettre à l'UIOSS par envoi numérique.

Si le Titulaire a procédé au remplacement de matériels nécessitant des outils, des notices ou des codes spécifiques, il devra les fournir gracieusement au maître d'ouvrage.

Après les 2 premières années de marché et en tout état de cause dans les 30 jours suivants la seconde date anniversaire du marché, le Titulaire devra fournir l'ensemble des schémas électriques des installations mis à jour dans un classeur qu'il remettra au maître d'ouvrage, doublé d'un envoi numérique.

Le Titulaire met à disposition du maître d'ouvrage sans surcote, une plateforme informatique regroupant toutes les informations des équipements, compte rendus détaillés des interventions, consultable sur un portail informatique avec accès personnalisé.

## 2.13. Etat des lieux de sortie

Un état des lieux de sortie sera effectuée au plus tard une semaine précédant la date de fin du marché en présence de l'AMO et/ou du MOA. Elle sera comparée à l'état des lieux contradictoire d'entrée du marché suivant. Tous les éléments inclus dans le forfait de ce marché non remplacés et qui ne correspondent pas entre les inspections d'entrée et de sortie seront à la charge du contractant sortant.

## 2.14. Remise des équipements en fin de marché

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements (y compris les divers outils de paramétrages et d'aide à la maintenance) en état normal d'entretien et de fonctionnement. Et à minima conforme à l'état des lieux contradictoire d'entrée.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements sera établi une semaine avant la fin de l'exécution du marché avec la présence, éventuelle de l'ancien Titulaire, du maître d'ouvrage et de tout expert désigné par le maître d'ouvrage.

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent cahier des charges, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs du Titulaire. Le Titulaire accepte, pendant les trois derniers mois de son marché la présence éventuelle du nouveau Titulaire sans rémunération complémentaire.

De manière à assurer la continuité du service de télésurveillance ou de téléalarme sur les appareils qui en seraient équipés à la fin du présent marché, le Titulaire sortant s'engage à laisser en place du matériel non verrouillé et accessible pour la réalisation des tests cycliques ainsi que pour la modification du numéro de réception des appels. Il transmettra également sans délai au Titulaire entrant les appels qu'il pourrait recevoir, pendant une durée de 3 mois

## 2.15. Fonctionnement du Titulaire avec l'AMO

Dans l'éventualité où le maître d'ouvrage s'est entouré d'un AMO ascenseur :

La mission de l'AMO est de représenter le maître d'ouvrage, d'assurer le suivi d'exploitation de la maintenance et la réussite de l'obligation de résultat sur le parc. L'AMO en tant que bureau d'études spécialisé en ascenseur assure un relais technique entre le maître d'ouvrage et le Titulaire pour permettre des décisions rapides et réactives.

A cet effet, le Titulaire devra dès la prise du marché faire en sorte que :

1. Tous les comptes rendus, courriers et devis soient adressés à l'AMO, et au maître d'ouvrage en copie par courriel,
2. Les devis de travaux d'amélioration, les devis de travaux de remise en état suite à un sinistre ou les devis de régularisation suite à un incident nécessitant des opérations de remise en service pour éviter une immobilisation seront traités, analysés, négociés et validés par l'AMO, puis validés définitivement par le maître d'ouvrage pour intervention du Titulaire.
3. Aucun devis ne devra être envoyé vers le maître d'ouvrage en direct. L'AMO se charge de transmettre les devis validés, négociés ou refusés au maître d'ouvrage,
4. Les appareils arrêtés ou laissés à l'arrêt devront être signalés sans délai à l'AMO en contactant directement les experts techniques. Cet échange permettra de valider une intervention urgente du Titulaire ou de prévoir un rendez-vous sur site dans des cas compliqués avec l'AMO,
5. Le Titulaire sera force de proposition pour la mise en place de travaux d'amélioration vers l'AMO,
6. Le Titulaire remontera au fur et à mesure les problématiques techniques et/ou contraintes rencontrées par le Titulaire sur les sites identifiés,
7. Tous les devis devront faire apparaître de façon distincte la main d'œuvre et le matériel, sous peine de rejet par l'AMO,
8. Tous les devis devront indiquer le nom du maître d'ouvrage, son adresse et la localisation de l'appareil (Droit Gauche Hall, etc.) en cas d'installation multiple sur une seule et même adresse, sous peine de rejet par l'AMO.
9. Après acceptation d'un devis de travaux de la part de l'AMO, puis du maître d'ouvrage, le Titulaire communiquera la date d'exécution et de fin des travaux afin de réaliser une réception. Les factures ne pourront pas être régularisées sans la validation de l'AMO,
10. L'AMO pourra convoquer le Titulaire en dehors des réunions prévues au marché pour effectuer un point sur l'exécution des clauses du marché de maintenance.

## 3. DÉLAIS GÉNÉRAUX

Le marché comprend l'ensemble des interventions de dépannages sur site 365 jours par an. La durée des interventions devra être aussi réduite que possible et les interventions seront effectuées de manière à ne causer qu'un minimum de gêne pour les résidents. Les interventions de dépannage seront déclenchées 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 sur simple appel téléphonique au numéro de téléphone du Titulaire affecté à la prise en compte des demandes de dépannage. La présence d'un PC sécurité permet au Titulaire d'agir sur le parc 24h/24 365j/ an même lorsque le site n'est pas occupé.

La prise en compte des temps d'intervention et de remise en service commencera à compter de l'heure d'appel auprès de la centrale du Titulaire.

Le Titulaire ne peut invoquer le manque d'outil spécifique pour justifier le dépassement du délai d'indisponibilité ou d'immobilité. (Exemple : outil de diagnostic de l'armoire de manœuvre)

	Ascenseurs & Ascenseurs de charge	Élévateurs de personnes & Appareils de levage
Intervention en cas d'urgence	1 heure	1 heure
Intervention pour dépannage	2 heures	2 heures
Délai de remise en service	4 heures	4 heures

### 3.1. Délais d'intervention

Le décompte du délai se fait à partir du signalement de la panne au Titulaire par l'UIOSS31 ou un utilisateur.

#### 3.1.1. Cas général

En cas d'intervention pour un cas de dépannage général, le **délai maximal et contractuel d'intervention sur site est de 2 heures**.

#### 3.1.2. Usager bloqué

Le Titulaire prendra toutes dispositions pour désincarcérer les personnes bloquées en cabine en moins de 60 minutes, 24h/24, tous les jours de l'année, y compris les jours fériés. En cas d'intervention plus diligente des pompiers, le Titulaire du marché prendra à sa charge les éventuelles dégradations causées par ces derniers ainsi que le montant des frais liés à cette intervention, si son délai d'intervention est supérieur aux 60 minutes contractuelles. Le coût des réparations ne pourra être assimilable à une pénalité.

#### 3.1.3. Cas de dysfonctionnement majeur

En cas de dysfonctionnement majeur affectant la sécurité des personnes (ouvertures portes palières, prise sur parachute...), le Titulaire interviendra au plus vite et en tout état de cause sous un délai de 60 minutes et 24h/24 et 365 jours par an.

## 3.2. Délais de remise en service

#### 3.2.1. Délais de remise en service – Cas général

La règle générale pour garantir un taux de disponibilité maximal aux usagers du maître d'ouvrage est d'intervenir sans délai pour la remise en service des appareils.

Le **délai maximal et contractuel de remise en service est de 4 heures** à compter de l'appel, il inclut le délai d'intervention.

Dans le cas où ce délai de remise en service ne pourrait être respecté, le Titulaire doit en informer par courriel le maître d'ouvrage ou son représentant en précisant les raisons du dépassement, ainsi que les dates et heures prévisionnelles de remise en service.

Ces informations sont également affichées sur la porte palière du rez-de-chaussée de l'ascenseur immobilisé.

Le Titulaire devra, autant que faire se peut, proposer une solution palliative pour limiter l'impact sur l'exploitation lié à l'indisponibilité de l'appareil.

#### 3.2.2. Délais de réparation pour remplacement de pièces standard prévues au marché

La réparation ou le remplacement à l'identique des pièces « standard » sera réalisé sous un **délai maximal et contractuel de 48 heures** à compter de l'appel. Dans l'attente de la réparation définitive ou du remplacement d'une pièce défectueuse, le Titulaire trouvera une solution palliative afin de pouvoir remettre en service les appareils dans un **délai maximal et contractuel de 6 heures** après l'appel (voir ci-dessus).

#### 3.2.3. Délais de réparation pour remplacement de pièces prévues au bordereau de prix

Les délais maximaux de réparation ou de remplacement des pièces prévues au bordereau des prix unitaires et retenus à la notification du marché sont définis par type de pièce.

#### 3.2.4. Délais de réparation pour remplacement de pièces importantes

---

Le Titulaire dispose d'un **délai maximal et contractuel de 2 semaines, sur justificatif**, pour la réparation ou le remplacement de l'ensemble des pièces qui ne sont pas prévues au bordereau des prix ; hormis pour le groupe de traction dont le délai ne pourra excéder **6 semaines**.

Le Titulaire livrera précisément et par écrit la contrainte de délai de commande et de livraison qui justifie le caractère exceptionnel de l'immobilisation de l'installation. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander une diminution de ce délai d'immobilisation en cas de justification non fondée.

#### 3.2.5. Délais de réparation dans les autres cas

---

Dans tous les cas, autres que ceux prévus aux articles précédents, le Titulaire de maintenance disposera d'un **délai maximal et contractuel de 24 heures** à compter de l'appel signalisant l'immobilisation de l'appareil pour faire parvenir un devis détaillé au maître d'ouvrage. Ce devis mentionnera de façon distincte et pour chaque poste, le matériel avec son coût (cout d'achat multiplié par coefficient sur déboursé sur présentation de facture fournisseur) et le délai d'approvisionnement, le cout de la main-d'œuvre (nombre d'heures et nombre d'intervenants).

Pour les devis émis, dans le cadre de travaux plus conséquents, relevant du devoir de conseil et d'alerte, le Titulaire disposera d'un délai de 2 semaines à compter de l'identification du problème ou de la demande du maître d'ouvrage pour faire parvenir le devis. Les travaux proposés devront être qualifiés suivant la typologie suivante :

- Travaux règlementaires
- Travaux de fiabilisation de l'équipement
- Travaux d'amélioration

Tous les devis devront faire apparaître clairement le coût unitaire du matériel, le coût de la main-d'œuvre (nombre d'heures et nombre d'intervenants), les délais d'approvisionnement et de remise en service ainsi que la typologie des travaux.

Toutes les propositions n'identifiant pas clairement le type de travaux et le délai de remise en service se verront retournées à son émetteur pour précision. Le délai de retour du devis au maître d'ouvrage ne pourra excéder 48 heures.

#### 3.2.6. Délais de remise d'un devis

---

Le Titulaire de maintenance disposera d'un **délai maximal et contractuel de 24 heures** à compter de l'appel signalant l'immobilisation de l'appareil pour faire parvenir un devis détaillé au maître d'ouvrage.

#### 3.2.7. Délais de remise en service suite à devis

---

Sur chaque devis remis au maître d'ouvrage, le Titulaire indiquera son délai de remise en service de l'installation.

## 4. FORMATION

---

Ce marché comprendra la formation d'agents du service de sécurité incendie et d'assistance à personne et se déroulera une fois par an sur le site de l'UIOSS31. La durée de la session annuelle de formation est fixée à 4h et est incluse dans la tarification forfaitaire indiquée par le Titulaire au CDPGF de l'annexe financière.

Cette formation organisée sur l'initiative du responsable de l'UIOSS31 du site devra permettre aux agents formés d'exécuter les désincarcérations en toute sécurité et conformément aux bonnes pratiques. Elle comprendra des aspects pratiques, théoriques et réglementaires. Elle devra se dérouler sur le site afin d'en garantir l'efficacité. Une attestation de formation professionnelle sera délivrée à l'issue de cette formation, suite à une évaluation théorique et mise en situation sur site.

L'UIOSS communique au Titulaire une date et créneau horaire, qui dispose d'un **délai contractuel et maximal de 30 jours calendaires** pour les confirmer et assurer la session de formation

L'UIOSS se réserve la possibilité de solliciter le Titulaire pour des sessions de formation supplémentaires, au-delà de la session annuelle forfaitaire. L'UIOSS procède alors à l'émission d'un bon de commande, sur la base du prix unitaire d'une session de formation de 4h indiquée par le Titulaire au BPU de l'annexe financière. Le bon de commande indique la date et créneau horaire souhaité, le Titulaire dispose d'un **délai contractuel et maximal de 30 jours calendaires** à compter de l'envoi du bon de commande pour les confirmer et assurer la session de formation.

## 5. STOCK DE PIECES DETACHEES

---

Le Titulaire devra tenir un stock de pièces de rechange disponibles à proximité des sites, permettant de remplacer tout matériel hors d'usage dans les délais indiqués précédemment.

Dans le cas où un constructeur aurait disparu, le Titulaire fera son affaire aussi bien techniquement que financièrement pour fournir un matériel équivalent et aux normes en vigueur.

Ce stock est composé de pièces faisant partie de la garantie couverte par le marché d'entretien et de pièces facturables non couvertes par ledit marché.

Le Titulaire est vigilant sur les pièces et matériels dont il dispose, afin de satisfaire à ses obligations contractuelles. À chaque utilisation des stocks, ceux-ci sont immédiatement reconstitués. Sur simple demande de l'UIOSS31, la liste des équipements stockés est fournie.

Le Titulaire s'engage à fournir l'ensemble des pièces de rechange de chaque ascenseur de marque autres que celles vendues et installées par lui-même selon les disponibilités indiquées par le fabricant concerné.

En conséquence, il ne pourra invoquer la contrainte de délai de commande, ou de livraison, ou du matériel de marque étrangère pour justifier de l'immobilisation de l'installation dans des délais supérieurs à ceux prévus contractuellement.

L'objectif étant de réduire au maximum l'indisponibilité des appareils.

La fourniture et la pose de pièces hors marché font l'objet de facturation supplémentaire selon le Bordereau de Prix Unitaire "BPU" annexé au présent Marché, le cas échéant.

## 6. COMPTES RENDUS

---

D'une façon générale, et ce pour l'ensemble des documents qui seront transmis par le Titulaire vers le maître d'ouvrage ou son représentant, les appareils seront identifiés obligatoirement par :

1. L'identification du Titulaire
2. Le nom du site (ex. UIOSS31),
3. Son adresse (ex Bat CAF, 41 Rue de l'Etoile, 31000 TOULOUSE)
4. La localisation de l'appareil (ex. Droit, Gauche ou Centre) en cas de batterie ou de hall avec plusieurs appareils

Le n° d'appareil du Titulaire ne pourra en aucun cas se substituer à l'une ou à l'ensemble de ces 3 données de repérage.

Les dénominations du maître d'ouvrage sont communiquées en annexe 3 au présent CCTP.

### 6.1. Comptes rendus suite à intervention

Toutes les interventions donneront lieu à la rédaction d'un compte rendu qui attestera que les opérations prévues dans le présent marché ont bien été effectuées.

#### 6.1.1. *Carnet d'entretien*

Immédiatement après l'intervention, le compte-rendu est rédigé sur le carnet d'entretien de l'installation. La fourniture du cahier d'entretien est à la charge du Titulaire lors de la première visite de maintenance.

Le carnet d'entretien sera de type électronique et papier.

Le carnet d'entretien sous forme papier sera mis à disposition du maître d'ouvrage ou son représentant dans le local de machinerie ou en armoire de manœuvre ou dans un lieu désigné par le maître d'ouvrage.

Le carnet d'entretien de type électronique doit être consultable via Internet sur un portail informatique avec accès personnalisé. Il peut s'agir d'une application propre au Titulaire. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer son propre modèle de fichier électronique dans la mesure où celui-ci comporte les points explicités ci-après. Dans ce cas, le format ne devra pas être modifié.

Ces carnets d'entretien mentionnent impérativement les points suivants de manière lisible :

- Le code bâtiment du MOA (cf. DPGF) ;
- La date de l'intervention ;
- Les heures d'appel maître d'ouvrage, de début et de fin d'intervention ainsi que la durée ;
- Le type d'intervention : maintenance préventive, corrective ou travaux ;
- La nature de l'appel : appel avec ou sans arrêt de l'appareil et lié à un problème technique, une malveillance, un usage anormal, une cause extérieure ou autres ;
- L'indication d'usagers cabine éventuels en précisant les intervenants (personnel Titulaire ou pompiers) ;
- En cas de dépannage : la consistance de la réparation et le type de pièces remplacées ;
- En cas de maintenance préventive : les opérations de vérification et les opérations de maintenance réalisées ;
- Nom et signature de l'intervenant ;

L'ensemble des renseignements concernant les prestations de maintenance préventives ou curatives sera visible sous format électronique dans un délai maximal de 48h suivant l'intervention. La qualification et la fonction de l'intervenant pourront être transmises au maître d'ouvrage ou son représentant, sur demande expresse de celui-ci et ce sous un même délai de 48h.

#### 6.1.2. *Comptes rendus suite à panne provoquant une immobilisation de l'équipement supérieure à 4H00.*

Pour chaque panne immobilisant l'équipement pendant un délai supérieur à 4h00, le Titulaire informera par courrier électronique le maître d'ouvrage en précisant les raisons du dépassement, ainsi que les dates et heures prévisionnelles de remise en service. Ce



courrier électronique sera adressé au maître d'ouvrage dans un **délai contractuel et maximal de 8 heures** après réception par le Titulaire de la demande d'intervention.

### **6.1.3. Comptes rendus suite à pannes répétitives**

---

Dans le cas où deux pannes seraient constatées dans un délai de 7 jours calendaires sur une même installation, le Titulaire du présent marché établira de manière systématique un compte rendu spécifique explicitant clairement la ou les causes de ces pannes et proposera un plan d'action afin de solutionner définitivement le problème. Ce compte rendu devra être adressé au maître d'ouvrage par e-courriel dans un **délai maximal et contractuel de 72h** suivant la deuxième panne de manière systématique.

### **6.1.4. Information des usagers**

---

Toute immobilisation des appareils supérieure à 4h00 devra être signalée par l'entreprise à l'attention des usagers par apposition d'une affiche sur toutes les portes palières de l'appareil, portant impérativement mention de la date prévisionnelle de remise en service. En complément, le technicien intervenant sur le site devra systématiquement informer les responsables de sites, ou leurs représentants, de sa présence, de l'objet et de la durée prévue de l'intervention, et de la date prévisionnelle de remise en service.

### **6.1.5. Compte rendu mensuel**

---

Le Titulaire de maintenance renvoie au maître d'ouvrage ou son assistant par e-courriel, chaque mois avant le 10, un fichier recensant l'ensemble des pannes sur chaque appareil : Nombre de pannes par mois dues à des actes malveillants, nombre de pannes techniques par mois, nombre d'interventions sans objet. Il précise également les dates et objets des visites de maintenance. Un exemplaire du modèle de fichier à compléter est fourni en annexe avec les définitions des rubriques. Il sera envoyé au Titulaire du marché sous format Excel à la notification et devra être parfaitement complété mensuellement en respectant le format imposé. Le rendu devra obligatoirement être réalisé au format Excel transmis par courriel, et respectera les exigences de formalisme imposées par Le maître d'ouvrage (définies au démarrage du marché – Modèle de fiche de saisie jointe en annexe). Le non-respect du nombre de pannes techniques par appareil pourra soumettre le Titulaire à l'application des pénalités (voir CCAP). L'absence de remise du rapport mensuel d'exploitation dans le mois défini est sanctionnée par une pénalité dont le montant est fixé au CCAP.

### **6.1.6. Comptes rendus annuels**

---

Le Titulaire de maintenance dresse un compte rendu annuel d'activité. Il est remis une fois par an et sauf demande particulière du maître d'ouvrage, **au plus tard, 15 jours calendaires** avant l'échéance annuelle du marché fixée au 15 juin de chaque année.

Le rapport annuel fait apparaître pour chaque appareil :

- Les interventions de maintenance préventive et corrective / appareil précisant la date, les heures d'appels au central de surveillance du Titulaire, les heures d'arrivée et de départ heures d'interventions avec le compte rendu d'intervention ;
- Le taux de disponibilité des appareils ;
- Le taux d'appels et le taux de panne par appareil ;
- La liste des actions de maintenance préventive par appareil ;
- La liste des actions de maintenance corrective par appareil ;
- Les dates et heures des opérations de désincarcération ;
- Le nombre d'appels pour usager cabine ;
- La mise à jour de la documentation de tout ordre (technique, etc.) ;
- Un bilan des dépenses par appareil réalisées au titre de la garantie des pièces ;
- La liste des prestations spécifiques effectuées dans le cadre du marché et les pièces remplacées ;
- Les résultats de tous les essais réglementaires ;
- Le plan de maintenance pour l'année à venir ;

À la demande du maître d'ouvrage, ce rapport sera remis sous format électronique. Dans ce cas, il intégrera le contenu des carnets d'entretien.

L'absence de remise du rapport annuel d'exploitation dans le délai contractuel est sanctionnée par une pénalité dont le montant est fixé au CCAP.

### **6.1.7. Comptes rendus à la demande du Maître d'Ouvrage**

---

Le Titulaire du marché dresse, sur simple demande de l'UIOSS31 et dans un **délai maximal et contractuel de 8 jours ouvrés** suivant sa requête, un compte rendu faisant apparaître les taux de disponibilité générale, les taux de pannes, les appels pour dépannage, les actions de maintenance préventive et corrective ainsi que leur date et durée.

### **6.1.8. Réunion de suivi**

---

Les réunions de suivi d'exploitation seront annuelles et se tiennent **au plus tard 7 jours ouvrés** après la remise du rapport annuel.

Le Titulaire de maintenance assiste à une réunion dans les locaux du maître d'ouvrage ou tout autre lieux désigné par ce dernier.

Elles seront contractualisées par un compte rendu rédigé par le Titulaire et diffusé aux participants, dans un **délai contractuel maximal de 7 jours ouvrés** suivant la tenue de la réunion.

Le Titulaire déléguera au minimum le responsable de secteur et le responsable commercial muni des éléments nécessaires (rapports liés aux interventions selon les sites concernés, l'analyse technique des différentes causes d'intervention, réponses aux divers questions ou demandes, propositions l'amélioration,)

L'objectif sera de :

- S'assurer de la bonne mise en marche des prestations (pour la première année) ;
- Du respect du marché
- Favoriser un échange entre le maître d'Ouvrage et le TITULAIRE sur les difficultés et les dysfonctionnements possibles ;
- Réaliser un bilan des prestations (préventif, correctif et réglementaire) en prévision de la rédaction du bilan d'activité ;
- Assurer le suivi du respect des obligations réglementaires ;
- Échanger sur la planification des interventions à venir ;
- Chercher des solutions d'amélioration de la qualité et/ou de l'organisation si nécessaire.

Au cours de cette réunion, un bilan sera dressé par le maître d'ouvrage et/ou son représentant à partir des données fournies par le Titulaire et des retours des usagers et exploitants des sites. Les installations ayant le plus fort taux de panne feront l'objet d'un suivi et d'une analyse approfondie afin de permettre une amélioration notable de la disponibilité et de la fiabilité des appareils.

#### **6.1.9. Réunion de chantier**

---

Lors de la réalisation de travaux de maintenance conditionnelle, il pourra être organisé, à la demande du maître d'ouvrage ou de son représentant, des réunions de préparation de chantier et des réunions de suivi.

Le Titulaire assistera à ces réunions et se fera représenter par une personne étant en capacité de prendre les décisions inhérentes aux travaux concernés.

#### **6.1.10. Conformité**

---

Pendant l'exécution de son marché, si des appareils venaient à ne plus être conformes à la législation ou à la réglementation, le Titulaire devra le signaler au maître d'ouvrage par écrit, en indiquant clairement les solutions proposées ou son positionnement au regard d'une suspension des prestations dans l'attente des travaux de mises en conformité et de remise en service.

## **6.2. Report des informations**

Pour le cas où le maître d'ouvrage dispose d'un dispositif de surveillance d'activité, le Titulaire devra la collecte et la saisie des informations comme défini ci-après.

Le Titulaire complétera les informations demandées par le logiciel de suivi de performance du dispositif de surveillance d'activité. Ce dispositif enregistre les événements liés à l'activité de l'ascenseur (mouvements de cabine, de portes, interventions, pannes, etc.) et les transmet à un serveur en temps réel.

Le principe de mise à jour se fera en continu, soit par une saisie des informations via un accès internet sécurisé, soit par l'intermédiaire d'un dispositif équipant chaque appareil, permettant au technicien une saisie des informations à l'issue de chaque intervention (Maintenance, dépannage ou réparation).

## **6.3. Renseignement de la base intranet de l'AMO**

Dans l'éventualité où Le maître d'ouvrage s'est entouré d'un AMO ascenseur :

En début de marché, une réunion de démarrage permettra au maître d'ouvrage et à son assistant de présenter le fonctionnement de la base de renseignement de l'AMO qui recueille les informations fournies par le Titulaire. Le Titulaire a l'obligation d'alimenter cette base.

Chaque mois, avant le 10 du mois suivant, le Titulaire fournira à l'assistant du maître d'ouvrage le fichier des indicateurs d'exploitation présenté en annexe sous le format Excel dûment renseigné et doit également renseigner directement la base INTRANET de l'AMO grâce à un code d'accès sécurisé sur le parc entretenu. La base est accessible sous Mozilla, Google chrome, et Internet Explorer vers 9.

Une formation sera assurée par l'AMO au début de prise de marché.

# **7. VÉRIFICATION DE LA BONNE EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

---

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du présent marché.

L'organisme responsable des opérations de vérification est désigné par le maître d'ouvrage.

Les opérations de vérification seront effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles porteront essentiellement sur la qualité et la quantité des prestations exécutées, sur le respect de la réglementation et sur le respect du présent marché.

Le Titulaire est présent sur les lieux lors des opérations de vérification réglementaire. Cet accompagnement ne pourra faire l'objet d'une facturation additionnelle au présent marché.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance ayant trait à la sécurité ou un dysfonctionnement avéré de l'installation, le Titulaire dispose d'un **délai maximal et contractuel de 2 heures** à compter de la demande de l'UIOSS pour intervenir sur site. Il en informe par écrit l'organisme de contrôle et la maîtrise d'ouvrage sous 24h du traitement de l'anomalie.

**Le maître d'ouvrage entend faire respecter cette exigence de levée des réserves** de façon efficace dans le cadre de ce marché. Les Titulaires sont invités à prêter une attention toute particulière à cette exigence. **En cas de non-respect de ce principe** par le Titulaire du marché, **le maître d'ouvrage appliquera de façon rigoureuse les pénalités prévues au CCAP.**

**Organes et points de contrôle audités lors de la vérification de la bonne exécution des prestations de maintenance préventive**

<p align="center"><b>CUVETTE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ État de propreté de la cuvette</li> <li>▶ Amortisseurs cabine et contrepoids</li> <li>▶ Réserve contrepoids</li> <li>▶ Poulie tendeuse du limiteur de vitesse</li> <li>▶ Contact électrique de poulie tendeuse</li> </ul> <p align="center"><b>CABINE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Éclairage cabine</li> <li>▶ Test interphonie</li> <li>▶ Test télésurveillance</li> <li>▶ Organes de commande en cabine</li> <li>▶ Signalisation lumineuse</li> <li>▶ Sonnerie d'alarme</li> <li>▶ Dispositif de réouverture de porte</li> <li>▶ Indication charge maximale admissible et nombre de personnes</li> <li>▶ Présence du garde-pied cabine</li> <li>▶ Dessous de cabine : attache pendentif – étrier – coulisseaux - chaînes de compensation...</li> <li>▶ État des poulies de mouflage</li> <li>▶ Éclairage de secours cabine</li> </ul> <p align="center"><b>PORTE CABINE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Réglage de la porte-cabine</li> <li>▶ Conformité de la paroi lisse de service</li> <li>▶ État de l'opérateur de porte-cabine</li> <li>▶ Condamnation électrique des portes-cabine</li> <li>▶ État du verrouillage du bras d'opérateur</li> <li>▶ Réglage des galets et contre galets (portes automatiques)</li> <li>▶ État des seuils</li> </ul> <p align="center"><b>GAINE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ État de propreté de la gaine</li> <li>▶ Éclairage de gaine</li> <li>▶ Lubrification guides cabine</li> <li>▶ Lubrification guides contrepoids</li> <li>▶ État des coulisseaux contrepoids</li> <li>▶ Dispositif de fin de course</li> <li>▶ Fins de course inspection</li> </ul> <p align="center"><b>LIMITEUR DE VITESSE ET PARACHUTE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ État du limiteur de vitesse</li> <li>▶ Plaque signalétique du limiteur</li> <li>▶ État du câble limiteur</li> </ul>	<p align="center"><b>PORTES PALIÈRES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Réglage des galets et contre galets (portes automatiques)</li> <li>▶ États des seuils</li> <li>▶ Réglages des fermes portes (portes battantes)</li> <li>▶ Organes de commande aux paliers</li> <li>▶ Indicateurs de position, de direction</li> <li>▶ Signalisations lumineuses</li> <li>▶ État des serrures palières</li> <li>▶ Zone de déverrouillage manuel des portes palières</li> <li>▶ Dispositif de déverrouillage manuel des portes palières</li> </ul> <p align="center"><b>TOIT DE CABINE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ État de propreté du toit de cabine</li> <li>▶ Fonctionnement de la manœuvre d'inspection</li> <li>▶ Interrupteur d'arrêt</li> <li>▶ Verrouillage mécanique et condamnation électrique de la trappe de secours</li> <li>▶ Présence d'échelle d'accès à la trappe</li> </ul> <p align="center"><b>SYSTÈME D'ENTRAÎNEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ État du treuil</li> <li>▶ État de l'armoire de manœuvre – Risques électriques</li> <li>▶ Calibrage des fusibles</li> <li>▶ Jeu de butée</li> <li>▶ État du groupe moto réducteur</li> <li>▶ Étanchéité du carter</li> <li>▶ Jeu de denture</li> <li>▶ État des garnitures de frein</li> <li>▶ Réglage du frein</li> <li>▶ État de l'ensemble hydraulique : Centrale, Pompe, Vérin, Joints, Flexible...</li> <li>▶ État de la génératrice</li> <li>▶ État des câbles de traction</li> <li>▶ État des poulies de traction, de déflexion</li> <li>▶ Treuil à tambour</li> </ul> <p align="center"><b>MACHINERIE ET LOCAL POULIES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ État de propreté du local de machinerie</li> <li>▶ Tenue du carnet d'entretien</li> <li>▶ Affichage de l'étude sécurité du décret 2008-1325</li> <li>▶ Présence des schémas électriques conformes à l'installation</li> <li>▶ Présence de la boîte rouge</li> <li>▶ Présence de la clef accès machinerie</li> <li>▶ Serrure de la porte ou/et de la trappe d'accès</li> <li>▶ Pancarte sur porte et trappe</li> <li>▶ Éclairage du local</li> <li>▶ Présence du dispositif de dépannage manuel</li> <li>▶ Instructions de dépannage</li> <li>▶ Tableau d'arrivée de courant</li> <li>▶ Circuit d'éclairage de la cabine et de la machinerie</li> <li>▶ Circuit d'alarme</li> </ul>
---	---

## 7.1. Contrôles

Cette mission d'assistance ne dégage pas le contrôleur de ses propres obligations, et le Titulaire du présent marché n'a pas à endosser la charge du contrôle réglementaire. Sa mission se limite à une assistance éventuelle pour :

- L'accès aux différentes parties de l'installation,
- La réalisation des essais de sécurité obligatoires (parachutes, fins de course, mou de câble, soupape de rupture ...).

La présence d'un technicien compétent, connaissant le matériel en place est nécessaire pendant toute la durée du contrôle. L'accompagnement aux opérations de contrôles détaillées ci-après fait partie intégrante du présent marché.

### 7.1.1. Étude sécurité, conformément au décret 2008-1325

---

La réalisation des études sécurité nécessaires, à savoir l'application du décret 2008-1325 relatif aux prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés. Cette prescription est applicable dans les 30 jours suivant la notification du marché, et après chaque intervention entraînant une transformation importante des appareils, au titre de la NFP 82-230, après une intervention consécutive à une situation de danger grave ou imminent, ou à réception du rapport de contrôle technique.

Le Titulaire planifie et réalise ses études de sécurité dans les délais et conditions indiqués ci-dessus et les appose en local des machines sous pochette plastique de protection.

Les études de sécurité sont adressées à l'UIOSS31 et à l'éventuel AMO de l'UIOSS31 dans le même délai.

L'absence d'étude de sécurité en local des machines de l'appareil peut donner lieu aux pénalités prévues au CCAP.

Elle est à la charge du Titulaire maintenance et comprise dans le forfait de maintenance.

### 7.1.2. Contrôle technique quinquennal

---

Au titre du décret 2004-964 et de l'arrêté du 7 août 2012 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs, un contrôle technique doit être réalisé tous les 5 ans.

La date de l'intervention sera communiquée au Titulaire par l'UIOSS.

Le Titulaire devra accompagner le contrôleur technique et effectuer, à minima, les essais réglementaires ci-après :

- Essai parachute et tout dispositif contre la survitesse et la chute libre ;
- Fins de course ;
- Survitesse montée ;
- Manœuvre d'Inspection ;

Le coût de cette prestation est compris dans le forfait de maintenance.

### 7.1.3. Contrôle réglementaire pour les Établissements Recevant du Public (ERP)

---

Au titre de l'article AS 9 de la réglementation incendie dans les immeubles recevant du public, des contrôles réglementaires quinquennaux doivent avoir lieu afin de vérifier le fonctionnement des ascenseurs et ascenseurs de charge.

Ceux-ci ne se substituent pas au contrôle technique quinquennal de la loi 2003-590.

Le Titulaire assistera l'organisme de contrôle en charge de ces vérifications, pour la conduite des équipements et la réalisation des essais jugés nécessaires par le contrôleur technique.

La date de l'intervention sera précisée par écrit par l'organisme de contrôle 45 jours calendaires avant le contrôle.

Le coût de cette prestation est compris dans le forfait de maintenance.

### 7.1.4. Contrôle réglementaire pour les immeubles recevant des travailleurs (ERT)

---

Au titre des articles R 4323-23 du code du travail et dans le cadre de l'arrêté du 29 Décembre 2010, le Titulaire assistera l'organisme de contrôle en charge des Vérifications Générales Périodiques.

Il assurera la conduite des équipements et la réalisation des essais de fonctionnement nécessaires à la bonne réalisation de ces vérifications et à minima :

- Essai parachute et de tout dispositif contre la survitesse et la chute libre (excepté s'il existe des documents établissant que, dans le cadre d'un marché d'entretien, le Titulaire s'est assuré de cette efficacité)
- Essai des serrures
- Fins de course
- Survitesse montée
- Des dispositifs assurant la protection des personnes

La date de l'intervention sera communiquée au Titulaire par l'UIOSS. Le coût de cette prestation est compris dans le forfait de maintenance.

#### **7.1.5. Contrôle réglementaire pour les immeubles de grande hauteur**

---

Au titre des articles GH4 et GH5 du règlement de sécurité et dans le cadre de l'arrêté du 30 Décembre 2011, le Titulaire assistera l'organisme de contrôle en charge des Vérifications Réglementaires en Exploitation.

Il assurera la conduite des équipements et la réalisation des essais de fonctionnement nécessaires à la bonne réalisation de ces vérifications et à minima :

- Essai parachute et de tout dispositif contre la survitesse et la chute libre (excepté s'il existe des documents établissant que, dans le cadre d'un marché d'entretien, le Titulaire s'est assuré de cette efficacité)
- Essai des serrures
- Fins de course
- Survitesse montée
- Des dispositifs assurant la protection des personnes

La date de l'intervention sera communiquée au Titulaire par l'UIOSS. Le coût de cette prestation est compris dans le forfait de maintenance.

#### **7.1.6. Commission de sécurité**

---

Le Titulaire devra s'assurer que tous les éléments, qu'ils soient documentaires, réglementaires ou techniques, liés à l'équipement soient à jour ou réalisés, pour permettre à la commission de sécurité d'émettre un procès-verbal vierge de toutes observations majeures pouvant générer un refus d'exploitation du site concerné.

Le maître d'ouvrage fournira les dates prévisionnelles du passage de la commission, charge au Titulaire de s'organiser en conséquence.

#### **7.1.7. Visites d'audit technique**

---

Le Titulaire du présent marché assistera également le(s) organisme(s) de contrôle responsable(s) et/ou assistant au maître d'ouvrage des opérations de vérification.

La date de l'intervention sera communiquée au Titulaire par l'UIOSS.

Le coût de cette prestation est compris dans le forfait de maintenance.

#### **7.1.8. Contrôle maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie et Mission de Coordination S.S.I.**

---

Le Titulaire du présent marché assistera également le(s) organisme(s) de contrôle responsable(s) des opérations de vérification pour s'assurer du bon fonctionnement des Systèmes de Sécurité Incendie, couplés aux installations.

Le coût de cette prestation est compris dans le forfait de maintenance.

#### **7.1.9. Traitement des observations issues des contrôles**

---

Le Titulaire procède, le cas échéant, à la levée immédiate des observations formulées par l'organisme agréé dès lors qu'il s'agit de petites interventions réalisables rapidement sans perturber le déroulement de la vérification.

Il réalise ensuite toute intervention permettant la levée des observations au titre des prestations comprises dans son marché, en respectant les délais prévus au présent CCAP.

Si nécessaire, le Titulaire adresse un devis au maître d'ouvrage pour remédier aux observations faites par l'organisme agréé et n'entrant pas dans le cadre du forfait.

Si un de ces contrôles révèle une anomalie de maintenance afférente à la sécurité des usagers ou des intervenants, le Titulaire procède à la levée immédiate de l'observation formulée s'agissant d'une intervention réalisable rapidement et/ou dispose de **24 h** pour effectuer le traitement et en informer par écrit l'organisme de contrôle et le maître d'ouvrage.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance concernant un des organes ou points de contrôles, le Titulaire dispose de **45 jours calendaires** à compter de la date de réception du rapport de contrôle pour effectuer la levée des réserves et en informer par écrit l'organisme de contrôle et le maître d'ouvrage.

Passé ce délai, il sera appliqué par réserve non levée et jour de retard, les pénalités prévues au CCAP

## 8. ASCENSEURS & ASCENSEURS DE CHARGES

### 8.1. Définition des objectifs de résultat

Le Titulaire est responsable de l'atteinte des objectifs de résultat en termes de nombre d'heures d'arrêt et de nombre de pannes.

Pour ce faire, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre :

- Une organisation et des méthodes compatibles avec les conditions d'exploitation des équipements
- Des moyens notamment pour ce qui concerne la disponibilité des pièces détachées
- Des moyens humains nécessaires et suffisants à l'exécution du marché et possédant une qualification et une expérience professionnelle adaptées aux prestations à réaliser.

Les objectifs de résultat sont différenciés en 2 catégories.

- Le nombre d'heures d'arrêt durant les périodes d'ouverture des sites
- Le taux de pannes

Ils seront analysés à partir des données communiquées, à minima mensuellement, par le Titulaire à l'aide de sa propre plateforme informatique ou éventuellement au travers de celle de l'assistant au maître d'ouvrage.

Les nombres de pannes et d'heures d'arrêt seront analysés sur une période de 12 mois.

#### 8.1.1. **Nombre de pannes**

Dans le cadre de la définition des objectifs de résultat, une "panne" s'entend quand un appareil est indisponible et qui ne se déplace pas.

Seules les défaillances d'origine technique seront prises en compte pour le calcul du nombre de pannes.

Toutefois le taux d'appels prenant en compte l'ensemble des dysfonctionnements et tous les types de pannes, sera suivi avec attention.

**Résultats à obtenir : maximum 5 pannes par appareil et par an**

Au-delà, il sera appliqué, par panne supplémentaire, une pénalité dont le montant est fixé par type d'appareil (CCAP).

#### 8.1.2. **Nombre d'heures d'arrêt**

Les arrêts sont classés en 4 catégories de causes qui seront analysées séparément :

- Technique
- Usage anormal (utilisation non conforme de l'équipement)
- Malveillance
- Causes extérieures

Le calcul intègrera l'ensemble des arrêts, sans tenir compte de leur origine. Par contre, il ne comptabilisera pas les éventuelles heures de fermeture des sites.

**Résultats à obtenir maximum 8 heures d'immobilisation par appareil et par mois.**

Au-delà, il sera appliqué, par tranche de 8 supplémentaires, une pénalité dont le montant est fixé par type d'appareil (Cf. CCAP)

#### 8.1.3. **Périodes d'indisponibilité prises en compte**

Toutes les périodes (périodes de week-end comprises) pendant lesquelles l'ascenseur n'est pas en mesure d'effectuer de transport des usagers sont prises en comptes : Pannes de courte ou de longue durée, usager bloqué, mise à l'arrêt.

Le début de chaque période correspond au premier événement enregistré par la télésurveillance ou le service d'intervention notifiant le début de l'incident, la fin de période correspond à la mise en service. Il intègre ainsi notamment le délai d'arrivée du technicien.

#### 8.1.4. **Périodes d'indisponibilité non prises en compte**

Ne sont pas prises en compte :

- Les périodes d'indisponibilité résultant du vandalisme prouvé par le Titulaire par tout moyen (relevé de télésurveillance, dégradation constatée visuellement...) et notifiée par écrit, à l'UIOSS31 ;
- Les durées découlant d'une coupure de courant du réseau non provoquée par une défaillance du tableau électrique ascenseur ou de l'installation elle-même ;
- Les arrêts découlant d'une surcharge ne provenant pas d'un défaut de réglage de l'appareil ;
- Les périodes d'indisponibilité découlant des travaux commandés par l'UIOSS31 et à sa charge sont neutralisées dans la limite des plannings contractuels acceptés par l'UIOSS31.
- Les visites de maintenance préventive, de contrôles et de vérifications périodiques.

Il appartient au Titulaire de signaler en temps et en heure, au représentant de l'UIOSS31 en charge du suivi de la bonne exécution du marché et à l'Assistant au Maître d'Ouvrage, et au plus tard avant le calcul définitif du taux de disponibilité atteint sur l'exercice considéré, l'ensemble des périodes considérées par lui comme périodes d'indisponibilités non prises en compte.

### **8.1.5. Remise en service**

Pour les opérations de maintenance préventive ou les opérations de maintenance corrective visées au présent CCTP, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat :

- À l'issue d'une intervention de maintenance préventive, l'appareil objet du présent marché doit être en parfait état de fonctionnement et conforme à sa destination et à sa performance ;
- Toute anomalie ou dysfonctionnement décelé au cours d'une telle opération doit faire l'objet de mesures correctives appropriées immédiates :
  - S'il s'agit de simples réglages, l'installation doit être remise à disposition du maître d'ouvrage en parfait état de fonctionnement et de conformité à sa destination et à sa performance ;
  - S'il s'agit de dépannages, l'appareil doit être remis à disposition du maître d'ouvrage en état de service éventuellement dégradé, mais à un niveau de performance permettant le maintien en fonctionnement de l'installation en toute sécurité.

Les manquements du Titulaire à ses obligations font l'objet de pénalités (Cf. CCAP).

## **8.2. Maintenance forfaitaire**

La maintenance forfaitaire inclut :

- La maintenance préventive systématique,
- La maintenance corrective forfaitaire,
- Les contrôles réglementaires,

Pour chacune de ces opérations, le Titulaire devra prendre toutes les dispositions pour interdire l'accès à l'appareil durant son intervention. Il devra notamment assurer la mise en œuvre d'une affiche sur la porte palière du RDC, afin de signaler sa présence, informant ainsi les utilisateurs de la durée prévisionnelle d'indisponibilité de l'appareil et de remise en service.

Il devra enfin systématiquement informer :

- Des prestations de services complémentaires aux exigences minimales de la réglementation sont demandées au titre du marché afin de prendre en compte les exigences techniques de fonctionnement de l'UIOSS31.
- Lors de chaque intervention préventive, le technicien devra systématiquement prévenir de sa présence, de l'objet et de la durée prévue de son intervention sous forme « d'alerte courriel » le maître d'ouvrage et l'AMO.
- La maintenance des équipements faisant l'objet du présent marché devra permettre un niveau de service satisfaisant, un maintien en bon état des installations, afin de garantir un niveau de fiabilité élevé et de satisfaire aux contraintes d'exploitation du maître d'ouvrage.

### **8.2.1. Maintenance préventive systématique forfaitaire**

La maintenance préventive sera effectuée pendant les jours ouvrés entre 8h00 et 18h00, sauf dispositions contraires précisées pour un site, étant précisé que ces horaires sont susceptibles d'évoluer à la demande du maître d'ouvrage.

Les prestations de maintenance préventive sont à minima celles définies par le décret 2004-964 du 9 septembre 2004 modifié et l'arrêté s'y rattachant.

Les vérifications liées à la maintenance préventive à réaliser sont listées ci-après. Si l'une des vérifications périodiques révèle une anomalie ou un défaut, la phase de maintenance appropriée doit être entreprise dans les plus brefs délais et consignée sur le carnet d'entretien.

Lors de chaque intervention préventive, le technicien prendra contact avec le responsable du site.

La maintenance des équipements faisant l'objet du présent marché devra permettre un niveau de service satisfaisant, un maintien en bon état des installations, afin de garantir un niveau de fiabilité élevé et de satisfaire aux contraintes d'exploitation du maître d'ouvrage.

#### **Périodicité des visites de maintenance des appareils**

- Ascenseurs et Ascenseurs de Charges : Toutes les 6 semaines soit 9 visites/an.

### **8.2.2. Vérifications périodiques de maintenance (toutes les 6 semaines)**

L'écart entre deux visites successives **ne pourra être supérieur à 42 jours**, sachant qu'une intervention de dépannage, seule, ne pourra en aucun cas tenir lieu de visite périodique. Les visites successives réalisées **à moins de 20 jours d'intervalle** ne seront pas prises en compte.

- Vérification de la présence en cabine et au niveau principal du numéro d'appel d'urgence et du numéro d'identification de l'appareil
- Contrôle des envois cabine, des appels paliers et de tous les voyants lumineux
- Vérification du déplacement de la cabine dans ses limites de course en service normal (contrôle des bruits, vibrations, chocs...)
- Essai des dispositifs de secours téléalarme - téléphone - télésurveillance
- Vérification de la précision d'arrêt à chaque niveau et du système de freinage



- Contrôle des portes palières à chaque niveau : vérification des verrouillages et contact de fermeture, dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme si existant.
- Vérification de l'éclairage cabine, y compris l'éclairage de secours
- Contrôle de la signalisation palière et cabine
- Vérification du confort de déplacement de la cabine (coulissement, jeu de déplacement, bruit, etc.)
- Vérification des contacts électriques de la porte de cabine
- Vérification du bon fonctionnement du dispositif de réouverture de porte
- Vérification des dispositifs de barrages immatériels si existants en cas d'absence de porte de cabine
- Vérification du dispositif de fermeture de la machinerie
- Contrôle de l'éclairage machinerie
- Contrôle des niveaux d'huile palier moteur et treuil pour les appareils de type électrique et faire l'appoint d'huile
- Contrôle des niveaux d'huile et de la pompe sur les appareils de type hydraulique et Analyse et suppression des bruits de fonctionnement
- Essai des dispositifs de coupure du tableau d'alimentation.
- Présence du dispositif de consignation du tableau d'alimentation
- Présence des différentes pancartes signalétiques

### 8.2.3. Vérifications Semestrielles :

Au moins une visite de « vérification semestrielle » sera réalisée pour chaque semestre de l'année civile. L'écart entre deux visites successives **ne pourra être inférieur à 5 mois ou supérieur à 7 mois.**

- Vérification, nettoyage de la cuvette, du toit cabine et de la machinerie
- Contrôle de(s) opérateur(s) et de(s) porte(s) de cabine : courroie, patins, articulations et suppression des bruits de fonctionnement
- Contrôle du frein machine : garnitures, points durs, vérification de la distance de freinage sur coupure de courant en grande vitesse,
- Vérification du bon fonctionnement de l'éclairage de gaine et de l'éclairage secours machinerie
- Vérification et lubrification des poulies de fraction, de déflexion, de renvoi et de mouflage
- Vérification du vérin, du système antidérive et du bloc de commande (électrovanne, pompe à main, limiteur de pression)
- Contrôle des câbles ou courroies de traction adhérence, état, allongement, égalisation, fixation des attaches cabine et contrepoids.
- Vérification du limiteur de vitesse, de son câble et de la poulie tendeuse,
- Vérification des chaînes ou câbles de compensation,
- Vérification de l'ensemble des éléments constituant le dispositif de parachute,
- Vérification de la fixation de la tête de cabine et réglage
- Vérification du détecteur de patinage ou temps de course, du relais de phase et du thermique moteur ou de la sonde de température de fonctionnement,
- Vérification et essais des fins de course cabine haut et bas
- Vérification des amortisseurs

### 8.2.4. Vérifications Annuelles :

Chaque année civile, une « vérification annuelle » devra être réalisée. L'écart entre deux visites successives ne pourra être **inférieur à 10 mois ou supérieur à 14 mois.**

- Vérification des coulisseaux cabine et contrepoids, état et propreté,
- Vérification des amortisseurs,
- Vérification de l'état et de la propreté de l'éclairage cabine
- Vérification du limiteur de vitesse, de son câble et de la poulie tendeuse
- Vérification et essai de l'ensemble des éléments constituant le dispositif de parachute, et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée
- Vérification et essai du limiteur de pression pour les appareils hydrauliques
- Vérification et essai de la vanne parachute ou du régulateur de débit
- Vérification, nettoyage de la cuvette, du toit cabine et des locaux de machinerie, y compris le local des poulies
- Nettoyage, vérification, remplacement et réglage de l'ensemble des systèmes de suspensions des portes palières: galets, contre galets, poulies de renvoi et cablettes
- Nettoyage, vérification, remplacement et réglage du système de suspension de la porte de cabine: galets, contre galets, poulies de renvoi. cablettes et sabre ou pince de déverrouillage
- Vérification du dispositif de surcharge
- Vérification du serrage des connexions de l'armoire de manœuvre et des différents raccordements. Tous les éléments constitutifs de l'armoire de manœuvre doivent être fixés,
- Vérification du réducteur : jeu vis I couronne, butée et vidange si nécessaire incluant la fourniture de l'huile,

- Vérification générale du groupe de traction
- Vérification des fixations de la machine de traction, lorsque celle-ci est en gaine,
- Vérification du dispositif de contrôle de position de la cabine à l'étage (marquage des câbles ou dispositif équivalent)
- Vérification, lubrification et graissage des guides cabine et contrepoids et du système de fixation des fils guide contrepoids
- Essai de fonctionnement de la commande pompier

Le Titulaire de maintenance proposera dans les 30 jours suivants la notification du marché, un plan d'entretien spécifique aux installations susvisées.

Ce plan d'entretien prendra en compte la technologie, la fréquence d'utilisation, les caractéristiques du lieu desservi, et les prescriptions du constructeur. Les opérations de vérifications périodiques prévues par le Titulaire dans son plan d'entretien spécifique ne pourront en aucun cas être inférieures en nombre, en périodicité et en qualité à celles listées ci-avant.

Le plan d'entretien spécifique devra entre autres prévoir la périodicité des vérifications suivantes :

- Essai de l'efficacité de la coupure de la chaîne de sécurité (la boîte d'inspection sera vérifiée lors de chaque intervention sur le toit de cabine et le bouton d'arrêt cuvette lors de chaque intervention en bas de gaine)
- Vérification des contacteurs force et des relais sur les armoires de manœuvre
- Vérification des serrages des raccordements électriques au niveau de l'armoire de manœuvre, du tableau d'arrivée de courant, du moteur de traction et en gaine.
- Vérification des câblages en général

Ce plan sera annexé au marché de maintenance.

## **8.3. Maintenance Corrective**

### **8.3.1. Généralités**

L'entretien comprend obligatoirement la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses ou usées. Elles peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant à qualité et caractéristiques techniques équivalentes.

Le remplacement ou la réparation de ces pièces incombe à l'entreprise Titulaire du marché de maintenance lorsque dans des conditions normales d'utilisation, elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses.

Les conditions anormales d'utilisation de l'installation devront être démontrées par le Titulaire et validées par le maître d'ouvrage.

### **8.3.2. Liste des pièces de rechange**

La réparation ou le remplacement à l'identique des pièces « standard » suivantes sera intégré au présent marché et réalisé sous un délai maximum de 48 heures :

- En Cabine
  - Boutons d'envoi ou de commande et leur signalisation lumineuse et sonore
  - Paumelles de portes
  - Contacts de portes
  - Coulisseaux de cabine (y compris garnitures)
  - Galets de suspension et contact de porte
  - Patins de guidage des portes
  - Boutons avec leurs signalisations et haut-parleur de l'interface d'appel de secours
  - Dispositifs mécaniques de réouverture de porte
  - Ampoules d'éclairage
  - Ampoules, batteries, piles et accumulateurs d'éclairages de secours
  - Câblage électrique ou électronique
  - Opérateur de porte (boîtier de commande, ...)
  - Dispositif de commande de manœuvre d'inspection
  - Tout dispositif de réouverture sans choc, cellules photoélectriques
  - Parachutes
  - Rollers
  - Dispositif de demande de secours et son système de batterie
  - Signalisation de position et de direction
  - Garde-pieds mobiles
  - Dispositifs antidérive appareil hydraulique
- Aux paliers
  - Ferme porte automatique de porte battante
  - Serrures
  - Contacts de portes
  - Paumelles de portes

- Galets et suspension de portes palières (cablette, poulie de renvoi, etc.)
- Patins de guidage des portes
- Boutons d'appel y compris voyants lumineux
- Contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières
- Signalisation de position et de direction
- Dispositif de manœuvre pompiers
- Dispositif de déverrouillage des portes palières
- Dispositifs de protection du verrouillage des portes palières
- En Machinerie
  - Balais du moteur
  - Relais et contacteurs
  - Batteries, piles et accumulateurs d'éclairage de secours
  - Groupe de traction et générateur
  - Sur le moteur : roulements, paliers, bobinages, rotor, stator
  - Sur le treuil : arbre à vis, engrenage, poulies, paliers, roulements, coussinets
  - Sur le frein : mâchoires, bobines, garnitures
  - Outil de consignation des tableaux d'alimentation
  - Centrale hydraulique
  - Distributeur et son système de commande
  - Électrovanne, pompe et joints, filtres
  - Appoint d'huile
- En gaine
  - Coulisseaux de contrepoids
  - Ampoules d'éclairage, batteries, piles et accumulateurs d'éclairage de secours
  - Câbles ou chaînes ou courroies de traction, de limiteur de vitesse, de compensation & de sélecteur d'étages
  - Impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles, interrupteurs d'étages et de fin de course
  - Câbles souples, pendentifs
  - Poulies de renvoi
  - Amortisseurs
  - Sur vérin: joints d'étanchéité et soupape de rupture
- Divers
  - Tous fusibles
  - Onduleur
  - Poulies de traction + déflexion + renvoi, poulies de tension
  - Contrôleur de manœuvre
  - Bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes & mobiles, transformateurs
  - Contacts fixes et mobiles
  - Organes de sélecteurs, contrôleurs d'étages
  - Cartes et composants électroniques (temporisation, interface bus, etc....)
  - Dispositifs de protection contre les surintensités et les surchauffes
  - Dispositifs de protection contre les contacts électriques indirects
  - Régulateur/limiteur de vitesse
  - Dispositif de protection contre la vitesse excessive en montée
  - Câblage électrique lié à l'ascenseur
- L'ensemble des mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repéré le contrôle technique.
- L'ensemble des réglages destinés à fiabiliser le fonctionnement de l'appareil.

## **8.4. Maintenance corrective supplémentaire incluse au forfait**

En sus des prestations prévues à l'article précédent, les prestations suivantes sont également intégrées au marché :

- Réparation ou remplacement à l'identique, ou à défaut similaire, des pièces électroniques et électromécaniques constitutives de l'ascenseur, en cas de défaillance, pendant à minima les 20 premières années suivant leur installation ou leur remplacement (exemple : frein, moteur électrique, armoires de commande, etc.), sauf exclusions prévues à l'article 8.5
- Réparation ou remplacement à l'identique, ou à défaut similaire, des organes mécaniques pendant à minima les 30 premières années suivant leur installation ou leur remplacement (exemple : groupes de traction, poulies et parachutes défaillants, limiteurs de vitesse, etc.)
- Réglage des réserves et raccourcissement des câbles ou chaînes de compensation, de limiteur de vitesse, de suspension et de sélecteur d'étage.
- L'ensemble des mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repéré le contrôle technique.
- L'ensemble des réglages destinés à fiabiliser le fonctionnement de l'appareil.

La notion de « remplacement à l'identique » comprend le remplacement d'un organe Hors Service par un organe identique, mais également l'obligation pour le Titulaire de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la remise en service des appareils par la mise en œuvre de pièces de substitution de qualité et de fonctionnalité équivalente, en cas d'impossibilité d'approvisionner les pièces d'origine

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans le cadre de sa mission, de l'arrêt de la fabrication d'une pièce de rechange à remplacer. Il lui appartiendra, le cas échéant, de commander une pièce équivalente répondant au minimum aux mêmes caractéristiques, auprès d'un autre fabricant de son choix, pour tout appareil mis en service ou rénové.

### **8.4.1. Téléalarme**

Dans le cas d'une nouvelle installation de téléalarme, le Titulaire précisera les caractéristiques du matériel proposé qui devra être conforme à la norme EN 81-28. Ce dispositif devra utiliser un protocole non propriétaire et connu de tous les ascensoristes permettant, lors d'un changement de Titulaire du marché, de conserver le système dans son intégralité sans aucune modification. Il devra être exploitable par n'importe quel Titulaire de maintenance, sans ajout de matériel, sans modification particulière ou manipulation avec un système de codage ou un logiciel spécifique. Il devra également conserver la conformité à la NF EN 81-70 (gestion des pictogrammes).

Pour les appareils équipés de la manœuvre « pompiers », la téléalarme devra permettre également la liaison phonique avec la machinerie et l'interphone de la manœuvre pompiers placé au niveau d'accès des secours.

#### **IMPORTANT :**

Le fonctionnement du dispositif de téléalarme devra être vérifié lors de chaque visite de maintenance et l'essai sera réalisé **courant coupé** sur l'installation afin de vérifier l'état des alimentations de secours.

## **8.5. Part à bons de commande du marché – Ascenseurs et ascenseurs de charge**

Les prestations ci-après constituent la part à bons de commande du marché et ne sont pas incluses à sa part forfaitaire. Elles incluent notamment :

- Le remplacement des pièces dégradées par vandalisme, par corrosion en ambiance spécifique ou par accident indépendant de l'action de l'entreprise d'entretien. Dans le présent marché, le terme de vandalisme est défini comme acte de destruction volontaire réalisé avec tout type d'objet.
- Le remplacement, quelle que soit la cause des pièces suivantes :
  - Habillage cabine : sol, parois, miroir, main courante, faux plafond et parties vitrées
  - Pièces constituant la structure de la cabine : arcade, plancher
  - Vantaux et seuils de portes-cabine et palières
  - Poignées et regards vitrés (oculus) de portes palières et cabine
  - Canalisations électriques fixes
  - Liaisons machinerie vers poste gardien ou sécurité
  - Liaison téléphonique analogique
  - Guides et attaches de guides
  - Fils guides en cas de corrosion.
- Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'ascenseur.

- Le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte-cabine et palières et le nettoyage des parties vitrées, cabine et gaine.
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les règlements applicables.

Tous les devis **pour les travaux hors BPU devront faire apparaître** clairement le **coût unitaire du matériel** (avec facture pro-forma du fournisseur), le **nombre d'heures** et éventuellement le nombre d'intervenants, le **coût de la main-d'œuvre**, les **délais d'approvisionnement et de remise en service** ainsi que la typologie des travaux.

Toutes les propositions n'identifiant pas clairement le type de travaux se verront retournées à son émetteur pour précision. Le délai de retour ne pourra excéder 2 jours.

Le matériel ou les prestations qui ne sont pas clairement identifiés seront, de fait, considérés comme faisant partie intégrante du présent marché.

## **8.6. Description du bilan Initial - Parc - Ascenseurs & ascenseurs de charges**

### **Définition**

*Le décret 2012-674 du 7 Mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs précise dans son article 2 qu'une description établie contradictoirement de l'état initial de l'installation doit être réalisée entre le maître d'ouvrage et le Titulaire. Cet état des lieux est annexé au nouveau marché.*

#### **Objectifs du bilan initial**

- Fournir une analyse précise de l'état initial de l'installation,
- Estimer, pour les principaux composants de l'installation, le niveau d'usure et de vétusté,
- Identifier l'ancienneté des organes importants de l'installation,
- Identifier le cas échéant les travaux de maintenance à réaliser.

### **Principales informations transmises**

➤ Type de bâtiment (ERP, IGH, ...)	➤ Mode d'entraînement
➤ N° de l'appareil	➤ Caractéristiques du groupe de traction
➤ N° de marquage CE si appareil assujéti	➤ Type de manœuvre
➤ Marque d'Origine de l'appareil	➤ Type de gestion
➤ Position du local de machinerie	➤ Mode de contrôle de vitesse
➤ Type de gaine	➤ Caractéristiques de l'armoire de manœuvre
➤ Charge nominale admissible	➤ Type de portes palières
➤ Vitesse nominale	➤ Type de parachute
➤ Nombre de niveaux desservis	➤ Vitesse de prise cabine
➤ Nombre de faces de services	➤ Dispositif de demande de secours

### **Bilan initial établi contradictoirement**

*La présence, la date d'installation et l'état de conservation sont précisés pour l'ensemble des équipements suivants :*

➤ Groupe de traction	➤ Serrures de portes palières
➤ Poulies de traction et de mouflage	➤ Dispositif anti-déverrouillage
➤ Câbles ou courroies de traction	➤ Portes palières
➤ Génératrice	➤ Porte de cabine
➤ Armoire de Manœuvre	➤ Opérateur de porte-cabine
➤ Armoire additionnelle VF	➤ Dispositif de demande de secours
➤ Système de freinage	➤ Cabine/structure cabine/étrier
➤ Limiteur de vitesse cabine/contrepoids	➤ Vérin
➤ Poulie tendeuse limiteur cabine/contrepoids	➤ Centrale hydraulique
➤ Survitesse montée	➤ Dispositif antidérive appareil hydraulique
➤ Système de parachute cabine	➤ Poulie/pignon tête de vérin
➤ Dispositif pompiers	➤ Dispositif de réouverture de porte
➤ Canalisations fixes	➤ Guides et attaches de guides
➤ Dispositif de commande et de signalisation paliers et cabine	

## 9. ÉLÉVATEURS DE PERSONNES & APPAREILS DE LEVAGE

### 9.1. Définition des objectifs de performance

Le Titulaire est responsable de l'atteinte des objectifs de performance en termes de nombre d'heures d'arrêt et de nombre de pannes.

Pour ce faire le Titulaire s'engage à mettre en œuvre :

- Une organisation et des méthodes compatibles avec les conditions d'exploitation des équipements
- Des moyens notamment pour ce qui concerne la disponibilité des pièces détachées
- Des moyens humains nécessaires et suffisants à l'exécution du marché et possédant une qualification et une expérience professionnelle adaptées aux prestations à réaliser

Les objectifs de performance sont différenciés en 2 catégories.

- Le nombre d'heures d'arrêt durant les périodes d'ouverture des sites
- Le taux de pannes

Ils seront analysés à partir des données communiquées, à minima mensuellement, par le Titulaire à l'aide de sa propre plateforme informatique ou au travers de celle de l'assistant au maître d'ouvrage.

Les nombres de pannes et d'heures d'arrêt seront analysés sur une période de 12 mois.

#### 9.1.1. **Nombre de pannes**

Dans le cadre de la définition des objectifs de performance, une "panne" s'entend quand un appareil est indisponible et qui ne se déplace pas.

Seules les défaillances d'origine technique seront prises en compte pour le calcul du nombre de pannes.

Toutefois le taux d'appels prenant en compte l'ensemble des dysfonctionnements et tous les types de pannes, sera suivi avec attention.

**Résultats à obtenir : maximum 5 pannes par appareil et par an**

Au-delà, il sera appliqué, par panne supplémentaire, une pénalité dont le montant est fixé par type d'appareil (CCAP).

#### 9.1.2. **Nombre d'heures d'arrêt**

Les arrêts sont classés en 4 catégories de causes qui seront analysées séparément :

- Technique
- Usage anormal
- Malveillance
- Causes extérieures

Le calcul intégrera l'ensemble des arrêts, sans tenir compte de leur origine. Par contre, il ne comptabilisera pas les heures de fermeture des sites.

**Résultats à obtenir maximum 8 heures d'immobilisation par appareil et par mois**

Au-delà, il sera appliqué, par tranche de 8 supplémentaires, une pénalité dont le montant est fixé par type d'appareil (CCAP)

#### 9.1.3. **Remise en service**

Pour les opérations de maintenance préventive ou les opérations de maintenance corrective visées au présent CCTP, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat :

- À l'issue d'une intervention de maintenance préventive, l'appareil objet du présent marché doit être en parfait état de fonctionnement et conforme à sa destination et à sa performance ;
- Toute anomalie ou dysfonctionnement décelé au cours d'une telle opération doit faire l'objet de mesures correctives appropriées immédiates :
  - S'il s'agit de simples réglages, l'installation doit être remise à disposition du maître d'ouvrage en parfait état de fonctionnement et de conformité à sa destination et à sa performance ;
  - S'il s'agit de dépannages, l'appareil doit être remis à disposition du maître d'ouvrage en état de service éventuellement dégradé, mais à un niveau de performance permettant le maintien en fonctionnement de l'installation en cause.

Les manquements du Titulaire à ses obligations font l'objet de pénalités (CCAP).

## 9.2. Maintenance forfaitaire

La maintenance forfaitaire inclut :

- La maintenance préventive systématique,
- La maintenance corrective forfaitaire,
- Les contrôles réglementaires,

Pour chacune de ces opérations, le Titulaire devra prendre toutes les dispositions pour interdire l'accès à l'appareil durant son intervention. Il devra notamment assurer la mise en œuvre d'une affiche sur la porte palière du RDC, afin de signaler sa présence, informant ainsi les utilisateurs de la durée prévisionnelle d'indisponibilité de l'appareil et de remise en service.

Il devra enfin systématiquement informer :

- Des prestations de services complémentaires aux exigences minimales de la réglementation sont demandées au titre du marché afin de prendre en compte les exigences techniques de fonctionnement de l'UIOSS31.
- Lors de chaque intervention préventive, le technicien devra systématiquement prévenir de sa présence, de l'objet et de la durée prévue de son intervention sous forme « d'alerte courriel » le maître d'ouvrage et l'AMO.
- La maintenance des équipements faisant l'objet du présent marché devra permettre un niveau de service satisfaisant, un maintien en bon état des installations, afin de garantir un niveau de fiabilité élevé et de satisfaire aux contraintes d'exploitation du maître d'ouvrage.

### 9.2.1. *Maintenance préventive systématique forfaitaire*

La maintenance préventive sera effectuée pendant les jours ouvrés entre 8h00 et 18h00, sauf dispositions contraires précisées, étant précisé que ces horaires sont susceptibles d'évoluer à la demande du maître d'ouvrage.

Les vérifications liées à la maintenance préventive à réaliser sont listées ci-après. Si l'une des vérifications périodiques révèle une anomalie ou un défaut, la phase de maintenance appropriée doit être entreprise dans les plus brefs délais et consignée sur le carnet d'entretien.

Lors de chaque intervention préventive, le technicien prendra contact avec le responsable du site.

La maintenance des équipements faisant l'objet du présent marché devra permettre un niveau de service satisfaisant, un maintien en bon état des installations, afin de garantir un niveau de fiabilité élevé et de satisfaire aux contraintes d'exploitation du maître d'ouvrage.

#### **Périodicité des visites de maintenance**

- Élévateur de personnes : Semestrielle soit 4 visites/an
- Appareils de levage (table élévatrice) : Semestrielle soit 4 visites/an

### 9.2.2. *Vérifications semestrielles*

L'écart entre deux visites successives **ne pourra être supérieur à 3 mois**, sachant qu'une intervention de dépannage, seule, ne pourra en aucun cas tenir lieu de visite périodique.

- Vérification de la présence en cabine et au niveau principal du numéro d'appel d'urgence et du numéro d'identification de l'appareil
- Contrôle des envois cabine, des appels paliers et de tous les voyants lumineux
- Essai des dispositifs de secours : Téléalarme - télésurveillance
- Vérification de la précision d'arrêt à chaque niveau
- Contrôle des portes palières à chaque niveau : vérification des verrouillages et contact de fermeture,
- Contrôle de l'opérateur de porte : courroie, patins, articulations, bruits de fonctionnement
- Vérification de l'éclairage cabine y compris l'éclairage de secours
- Contrôle de la signalisation palière et cabine
- Vérification du confort de déplacement de la cabine
- Vérification du bon fonctionnement du dispositif de réouverture de porte
- Vérification du dispositif de fermeture de la machinerie
- Contrôle de l'éclairage machinerie
- Contrôle des niveaux d'huile palier moteur et treuil pour les appareils de type électrique
- Contrôle des niveaux d'huile et de la pompe sur les appareils de type hydraulique
- Analyse et suppression des bruits de fonctionnement
- Essai des dispositifs de coupure du tableau d'alimentation
- Vérification du vérin, du système antidérive et du bloc de commande (électrovanne, pompe à main, limiteur de pression)
- Contrôle des câbles de traction ou chaînes
- Vérification et essais des fins de course cabine haut et bas
- Vérification des coulisseaux cabine
- Vérification, nettoyage de la cuvette, de la machinerie



- Vérification du serrage des connexions de l'armoire de manœuvre et des différents raccordements. Tous les éléments constitutifs de l'armoire de manœuvre doivent être fixés,
- Vérification du réducteur : jeu vis / couronne, butée et vidange si nécessaire incluant la fourniture de l'huile.
- Vérification, lubrification et graissage des guides cabine
- Vérification et graissage des articulations ou rotule de vérin sous plateforme

Le Titulaire de maintenance proposera dans les 2 mois suivants la notification du marché, un plan d'entretien spécifique aux installations susvisées. Ce plan d'entretien prendra en compte la technologie, la fréquence d'utilisation, les caractéristiques du lieu desservi, et les prescriptions du constructeur. Les opérations de vérifications périodiques prévues par le Titulaire dans son plan d'entretien spécifique ne pourront en aucun cas être inférieures en nombre, en périodicité et en qualité à celles listées ci-avant.

Le plan d'entretien spécifique devra entre autres prévoir la périodicité des vérifications suivantes :

- Essai de l'efficacité de la coupure de la chaîne de sécurité
- Vérification des contacteurs force et des relais sur les armoires de manœuvre
- Vérification des serrages des raccordements électriques au niveau de l'armoire de manœuvre, du tableau d'arrivée de courant, du moteur de traction et en gaine.
- Vérification des câblages en général

Ce plan sera annexé au marché de maintenance.

### **9.3. Maintenance Corrective (Réparation / Remplacement)**

Les pièces énumérées ci-avant sont, pour la suite du marché, désignées sous l'appellation « **pièces standard** ».

Pour les élévateurs de personnes ou équipements assimilés, les prestations de maintenance suivantes seront intégrées au présent marché. La réparation ou le remplacement à l'identique ou à technologie équivalente des pièces suivantes, sera réalisé sous un délai maximum de 48 heures :

- En Cabine
  - Boutons de commande, signalisations lumineuses et sonores
  - Coulisseaux de cabine, supports et garnitures
  - Rollers plateforme
  - Ampoules d'éclairage cabine, ainsi que l'éclairage de secours (batterie, piles et accumulateurs ou BAES complet)
  - Interface usager d'appel de secours (boutons, signalisations, haut-parleur)
  - Dispositif mécanique de réouverture de porte
  - Dispositif de téléalarme et d'interphonie cabine
- Aux paliers
  - Boutons d'appel
  - Contacts de porte
  - Serrures
  - Dispositif de déverrouillage des portes palières
  - Contrepoids ou ressorts de fermeture des portes palières
  - Patins de guidage des portes
  - Coulisseaux, galets, cablette de portes palières
- En Machinerie et en Gaine
  - Relais et contacteurs
  - Fusibles
  - Dispositif de freinage du groupe de traction (garniture et mâchoires de frein)
  - Ampoules éclairage gaine et machinerie, ainsi que l'éclairage secours (batterie, piles et accumulateurs ou BAES complet)
  - Dispositif de téléalarme, télésurveillance ou superviseur (bloc autonome d'alimentation inclus)
  - Les raccordements électriques en gaine
  - Pancartes de signalisation : Manœuvre de secours, accès restrictif à la machinerie ou aux locaux de poulies si existants,
  - Outils de consignations des tableaux d'alimentation

## **9.4. Maintenance corrective supplémentaire incluse au forfait**

En sus des prestations ci-dessus, les prestations suivantes seront intégrées au Marché :

- Réglage des réserves et raccourcissement des câbles ou chaînes,
- L'ensemble des mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil relevé lors des contrôles réglementaires.
- L'ensemble des réglages destinés à fiabiliser le fonctionnement de l'appareil.
- Les travaux importants nécessitant un arrêt prolongé de l'appareil seront exécutés à une date convenue entre le Titulaire et le maître d'ouvrage.

## **9.5. Part à bons de commande du marché – Élévateurs de personnes & appareils de levage**

Les prestations ci-après constituent la part à bons de commande du marché et ne sont pas incluses à sa part forfaitaire. Elles incluent notamment :

- Le remplacement des pièces dégradées par vandalisme, par corrosion en ambiance spécifique ou par accident indépendant de l'action de l'entreprise d'entretien. Dans le présent marché, le terme de vandalisme est défini comme acte de dégradation volontaire réalisé avec tout type d'objet. Le Titulaire devra en apporter la preuve lors de sa proposition de travaux relative à la dégradation.
- Le remplacement quelle que soit la cause des pièces suivantes :
  - Habillage cabine ou plateforme : sol, parois,
  - Pièces constituant la structure de la cabine ou plateforme : arcade, plancher
  - Vantaux de portes palières manuelles ou automatiques
  - Poignées et Oculus de portes palières
  - Canalisations électriques fixes
  - Liaisons machinerie vers poste de sécurité ou responsable technique
  - Guides et attaches de guides
- Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'équipement.
- Le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte palières et le nettoyage des parties vitrées gaine.
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les règlements applicables.
- Réparation ou remplacement à l'identique, ou à technologie équivalente, de l'ensemble des pièces électroniques constitutives de l'équipement, en cas de défaillance.
- Réparation ou remplacement à l'identique, ou à technologie équivalente, des groupes de traction, ou dispositifs mécaniques d'entraînement divers,
- Dans le cas d'élévateur hydraulique, remplacement à l'identique des joints de la centrale, des joints du vérin et du flexible hydraulique entre le vérin et la centrale, le fluide.

**Tous les devis pour les travaux hors BPU devront faire apparaître** clairement le **coût unitaire du matériel** (avec facture pro-forma du fournisseur), le **nombre d'heures** et éventuellement le nombre d'intervenants, le **coût de la main-d'œuvre**, les **délais d'approvisionnement et de remise en service** ainsi que la typologie des travaux.

Toutes les propositions n'identifiant pas clairement le type de travaux se verront retournées à son émetteur pour précision. Le délai de retour ne pourra excéder 2 jours.

Le matériel ou les prestations qui ne sont pas clairement identifiés seront, de fait, considérés comme faisant partie intégrante du présent marché.